

21.03.1988

DÉPARTEMENT  
de l'Essonne

**VILLE DE MENNECY**

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

NOMBRE DE MEMBRES

Composant le Conseil : 33

Séance du 24 mars 1988

En exercice :

Présents à la séance : 25

N°

OBJET :

L'an mil neuf cent quatre vingt HUIT, le VINGT QUATRE MARS à VINGT HEURES TRENTE MINUTES, les Membres composant le Conseil Municipal de Mennecy se sont réunis au nombre de VINGT CINQ au lieu ordinaire de leurs séances,

sous la présidence de MONSIEUR JEAN-JACQUES ROBERT  
ETAIENT PRESENTS : MMrs Jean-Jacques ROBERT, Maire, André LEON, MMes Nicole DUFAYET, Michelle BLIN, MMrs Joël MONIER, André VIOLETTE, Jean-Pierre MANGE, Pierre TELLIER, Richard BACA, Jean BIEMONT, Jacques BROZ, Mme Françoise GISSELBRECHT, M. Mrs Paul GUILLAUMET, Jean-Claude GILLES, Mme Jocelyne CHABROU M. Mrs Yves BAFFREY, Mme Danielle LARZILLIERE, M. Mrs Georges DALLEMAGNE, Bernard BOULEY, Jacques JUAN, Claude RÔUMEJON, Daniel DICK, Camille GAUTHIER, MME Françoise POITVIN, M. Lucien ROCHE

Étaient présents MM. les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des Membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L. 121-11 du Code des Communes.

Absents excusés : MM.

- . Maurice CHERRET, pouvoir à Jean-Jacques ROBERT
- . Pierre BOE, pouvoir à Joël MONIER
- . Florence ARTIERI, pouvoir à Danielle LARZILLIERE
- . Maurice NIVOT, pouvoir à Jean BIEMONT
- . Michel POISSON, pouvoir à Bernard BOULEY

ABSENTS : M. M.

- . Jean-Pierre BOURIOT
- . Madeleine MINSSIEUX
- . Bernard LEBORGNE

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité de l'article L. 121-14 du Code des Communes, à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil pour la présente.

M. \_\_\_\_\_, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il accepte.

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Monsieur le Maire certifie avoir fait afficher le Comptendu de la séance du 17 Décembre 1987 à la porte de la Mairie.

CONVOCAION DE LA SEANCE

DU 24 MARS 1988

Monsieur le Maire certifie avoir convoqué les Membres du Conseil Municipal de la Commune de MENNECY en envoyant à chacun d'eux une convocation avant la séance, le 17 Mars 1988.

Monsieur le Maire ouvre la séance et invite les Membres du Conseil Municipal à formuler leurs observations sur les deux derniers comptes-rendus du Conseil (26 Novembre 1987 et 17 Décembre 1987).

Mr. BROZ demande la modification, en ce qui concerne le projet d'intérêt économique dans le cadre du jumelage, en ces termes :

" Mr. le Maire, en accord avec le Conseil, confie cette " mission à Monsieur MONIER, Maire-Adjoint chargé du Jumelage EUROPE et à " Mr. BROZ, Président de la Commission "Economie-Emploi" " " ADOPTE A L'UNANIMITE "

Monsieur le Maire soumet l'ordre du jour aux Membres du Conseil Municipal. ADOPTE A L'UNANIMITE.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée de l'Hospitalisation de Monsieur JUDITH, ancien Maire de MENNECY et au nom du Conseil Municipal, lui adresse ses vœux de prompt rétablissement.

Monsieur le Maire informe le Conseil de l'acquisition de la propriété "La Patte d'Oie" qu'une demande de défrichage a été déposée auprès de la D.D.A., que l'adjudication du curage du marais est en cours et que le financement sera assuré par le Syndicat, soit 700 000 Francs.

... / ...

- 2 -

En ce qui concerne la Salle des Congrès, Monsieur le Maire indique qu'il a été procédé à l'appel d'offres pour la désignation des lots (19 au total) auprès des entreprises après insertion sur le Moniteur et sur le BOAMP.

Environ 150 entreprises (toutes régions de France confondues) ont fait acte de candidature.

La Commission des Travaux qui s'est réunie, en présence de Monsieur le Percepteur, les 17 et 25 Mars dernier, a retenu une liste d'entreprises justifiant leur qualité et capacités judiciaires, techniques, économiques et financières.

La date limite des soumissions est fixée au :  
28 AVRIL 1988 à 17 HEURES et l'ouverture des plis au 2 MAI 1988 .

A SUIVRE . . .

EN BREF :

. Le Chemin des Chèvres ainsi que la route de Melun et la rue Paul Cézanne sont en cours de réfection.

. Amélioration du Carrefour de la Croix-Champêtre.

- La partie place de la Croix Champêtre :

L'objectif est d'augmenter le stockage des véhicules sur la partie de voie située entre la RN 191, le chemin des Chèvres et la Route de Chevannes. Pour cela une surlargeur de chaussée va être créée en réduisant le trottoir.

La courbure du trottoir au tourne à droite sur la RN 191 va être plus ouverte pour faciliter l'écoulement du trafic commandé par la flèche de tourne à droite.

- Partie RN 191 :

Il est également prévu la création d'une troisième voie sur la RN 191 en direction du Stade Alexandre Rideau pour augmenter la capacité de stockage du tourne à gauche pour les véhicules venant de la RN et se dirigeant vers Chevannes.

DEVIATION DU CD 153 ET DE LA RN 191

. Un crédit (recettes) de 150 000 Francs sera régularisé au BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1988 pour l'éclairage public (Subvention).

BUDGET PRIMITIF 1988 -

Monsieur le Maire procède à la lecture des décisions, des chapitres et articles du document budgétaire soumis à chaque Conseiller et qui tiennent compte de toutes les demandes des Services Publics Locaux tant en investissement qu'en fonctionnement et procède ensuite à une analyse et prospective sur trois ans de la situation financière de la Commune et les suggestions pour 1988, en matière de fiscalité directe locale.

EXPOSE de Monsieur le MAIRE :

... / ...

Après l'examen par la Commission des Finances du projet de Budget Primitif 1988, je vous présente ses conclusions :

1°) - Léger accroissement fiscal correspondant au taux national de l'inflation en 1987 ;

2°) - Un investissement important concernant :

a) - La Culture : Salle des Congrès, restauration de L'Eglise du 11e Siècle (4ème et dernière tranche) ;

b) - Le social : nouveaux locaux pour le Centre Aéré ;

c) - La sécurité : Extension de la Gendarmerie et doublement de la piste cyclable, bd, Charles de Gaulle ;

d) - L'environnement : curage du Marais de la Patte d'Oie ; circuit promenade-nature autour de la réserve flore, faune et poissons, ouverture à la pêche des deux bras de l'Essonne ;

3°) - Le maintien et le développement dans la qualité, du fonctionnement des Services et de l'entretien des locaux et propriétés communales.

\* \*

\*

Le fonctionnement comporte les crédits demandés qui, pour la plupart correspondent à la fois aux budgets primitifs et supplémentaires 87 cumulés, ce qui assure le financement.

Il est nécessaire de poursuivre la rigueur antérieure qui n'a autorisé aucune embauche nouvelle; limiter le remplacement de départ à la retraite et rechercher toutes les économies possibles, notamment par le jeu de la concurrence.

Ces mesures dégagent une masse de 17 M 545 frs à affecter à l'impôt pour assurer l'équilibre de la section de fonctionnement plus une majoration de 135 368 frs sur la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères destinée à poursuivre l'équilibre des comptes de ce service (progression entreprise depuis ces dernières années).

Malgré des concours extérieurs importants (subventions et participations pour plus de 60 %) l'investissement, avec le poids de la Salle des Congrès, fait ressortir une différence de 5 M 200 frs à financer par emprunts, soit 3 M 200 frs pour les constructions et 2 M pour la T.V.A. Cette T.V.A. à 18,6 est remboursée avec un décalage de 2 ans, à hauteur de 15 %. La charge d'un emprunt à court terme étant relativement trop lourde pour un temps trop court (2 ans) ; le choix de la Commission s'est portée sur un emprunt global, travaux + T.V.A., sur 15 ans. Pour un équipement de cette sorte, il est normal, d'en répartir le financement sur une génération.

\* \*

\*

2.

L'étude des charges de la section investissement, cumulées avec les résultats de la section de fonctionnement, fait l'objet annexe d'une prospective jusqu'en 1992.

En considérant un autofinancement constant de 0,6 M par an de la section investissement, et la charge connue des annuités d'emprunts, ainsi que le report, pour chacune des années, des crédits connus, maintenus à hauteur de 1988 c'est-à-dire, dans une hypothèse basse, nous constatons que le financement s'équilibre sensiblement en recettes et dépenses jusqu'en 1991 où enfin apparaît le remboursement différé de la T.V.A. qui rétablit le fond de roulement.

Dans cet esprit, la Commission propose le maintien des taux d'imposition de l'année 1987 qui permet, grâce à l'accroissement des bases et des valeurs locatives dues aux nouvelles entreprises et aux nouveaux habitants, un excédent de recettes de 1 M 007 997 (annexe 1)

Cette somme sera affectée en dépenses imprévues permettant ainsi à la Trésorerie d'avoir un fond de roulement suffisant pour répondre à notre important programme d'investissement.

Des exemples types pris sur des feuilles d'imposition de 1987, dont la valeur locative a été majorée de 3,5 %, comme l'on sensiblement prévu les Services Fiscaux pour 1988 par rapport à 1987, fait apparaître, selon les abattements familiaux, une majoration fiscale des impôts de la Commune en taxe d'Habitation de 3,32 à 3,38 ; et Foncier Bâti, cumulé avec les Ordures Ménagères au taux de 3,03, de 3,29 à 3,35 (annexe 2).

Le Département ayant baissé sa pression fiscale qui figure dans l'impôt total réclamé avec celui de la Commune, ces taux d'augmentations seront minorés sensiblement (annexe 3) entre 25 et 30 %.

Ce projet d'application fiscale du budget, ainsi que le budget communal lui-même, ont été adoptés à l'unanimité des membres de la Commission des Finances, moins une abstention.

ANNEXE 1ACCROISSEMENT DES IMPOSITIONS 88 SUR 87

Taxe d'Habitation	:	1.327.730
Foncier Bâti	:	10.474.280
Foncier Non Bâti	:	90.280
Taxe Professionnelle	:	2.893.820

ANNEXE 2 (voir feuillet joint)ANNEXE 3VARIATION DU DEPARTEMENT

	1987	1988
Taxe d'Habitation	: 3.69	3.45
Foncier Bâti	: 4.13	3.86
Foncier Non Bâti	: 14.88	13.91
Taxe Professionnelle	: 4.50	4.21

## ANNEXE 2

GENDARMERIE DE MENNECY

Coût T.T.C. =	6 562 735,50 Frs
dont T.V.A. =	1 220 672,20 Frs
Coût H.T. =	<u>5 342 081,30 Frs</u>

Subvention de l'Etat = 600 000 Frs

Dép. en annuités = 160 262 Frs/an.  
3 % sur 15 ans.

Loyers = 8,10 %	427 000 Frs
Emprunt à réaliser =	6 562 735,50 Frs
- Subvention Etat =	- 600 000 Frs
	<u>5 962 753,50 Frs</u>

## ARRONDIS A SIX MF

1988 =	2,5 Mille francs/20 ans/10,9 % = 311 887 Frs d'annuités.
1989 =	3,5 Mille francs/20 ans/10,9 % = 436 642 Frs d'annuités.

	<u>DEPENSES</u>	<u>RECETTES</u>	<u>COMMUNE</u>
1989 =	311 887	Subv. Départ. <u>160 262</u>	160 000*
1990	748 529	Subv. Départ. 160 262 Bât. neuf. 427 000	160 000*
1991	748 529	Subv. Départ. 160 262 Bât. neufs <u>427 000</u> <u>587 262</u>	160 000*

Cette opération apportera au bout de 6 années des gains puisque les loyers seront augmentés, alors que les annuités d'emprunt seront fixes.

\* arrondi

R A P P O R T

L'étude globale prospective 88,89,90,91, figée à partir des recettes assurées en 1988, ne tient pas compte du produit fiscal de 1 M 008 voté par le Conseil Municipal le 24 mars et inscrit dans le Budget au titre des Dépenses Imprévues pour assurer le fond de roulement.

Le Compte Administratif 87 ayant été estimé, tout laisse à penser qu'un excédent d'un million de francs paraît assuré.

Je vous invite à vous rappeler que c'est du reste la troisième année consécutive où le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire laissent apparaître un excédent de recettes sensiblement à cette hauteur.

Dans le nouveau tableau "prospectives 88 - 92", nous inscrivons donc en report créditeur 1.008 et 1 M, Ce qui permet de comparer les recettes assurées en investissement et les dépenses obligatoires d'annuités d'emprunt.

Nous notons, sur l'état joint, total A - B :

- . En 1988 : un solde positif de 2 M 282
- . en 1989 : un solde positif de 2 M 980
- . en 1990 : un solde positif de 3 M 680
- . en 1991 : un solde positif de 2 M 240

Chacun d'entre vous est ainsi assuré, grâce à ce solde positif que toutes variations en plus dans les dépenses estimées du compte investissement, seront couvertes.

J'ajoute que nous pouvons espérer une subvention du Département à hauteur de 700 000 pour l'équipement scénique et un concours financé négocié de 250 000 frs pour le lotissement du Petit Mennecy, tous deux affectés au budget de la Salle des Congrès. Ces possibilités ne figurent pas dans le plan de financement 1988 à 1991.

C'est ainsi une hypothèse haute de 0,950 et basse de 0,600 qui peut encore améliorer nos rentrées.

Ainsi on peut apprécier les facultés laissées au Conseil Municipal pour poursuivre son programme annuel de voirie communale et d'entretien du patrimoine.

	1988	1989	1990	1991 Renseignements incomplets
<u>RECETTES</u>				
Autofinancement	0,600	0,600	0,600	0,600
FCTVA				
C/21 et 23	CA 86 0,650	CA 87 6M6X15% = 0,960	1,44X4 = 1,115X15% = 1,700	travaux 89 CA 89 1,430 = 0,260
Taxe Locale d'Equip. †	0,150	0,200	0,200	0,200
Amende Police	0,015	0,015	0,015	0,015
Dotation Globale Etat	0,330	En augmentation par trimestre 0,330	0,330	0,330
Recouvrement annuité	0,189	0,189	0,189	0,189
Produit imposition au taux 77	1,008	1,008	1,008	1,008
Report crédit au CA 87	1	1	1	1
	3,942	4,302	5,042	3,602
		Fiscalité 89 1,008	Fiscalité 90 1,008	Fiscalité 91 1,008
<u>TOTAL A</u>	<u>3,942</u>	<u>5,310</u>	<u>6,050</u>	<u>4,610</u>
<u>EMPRUNTS</u>				
<u>SALLE DES FETES</u>				
Formule				
5 M 2, 15 ans 9,9 %		0,680	0,680	0,680
<u>GENDARMERIE</u>				
6M, selon plan annexé		0,160	0,200	0,200
<u>REMBOURSE CAPITAL EMPRUNTE</u>	1,660	1,490	1,490	1,490
<u>TOTAL B</u>	<u>1,660</u>	<u>2,330</u>	<u>2,370</u>	<u>2,370</u>
<u>TOTAL A-B =</u>	<u>+ 2,282</u>	<u>+ 2,980</u>	<u>+ 3,680</u>	<u>+ 2,240</u>



- 3 -

et à voter.

Monsieur le Maire invite l'Assemblée à se prononcer

Le Budget Communal est approuvé à l'unanimité par :

. 24 VOIX POUR	:	MMrs JUAN et GAUTHIER,
. 6 ABSTENTIONS	:	MMrs DICK et ROUMEJON,
		Mme POITVIN,
		Mr. BAFFREY

Il s'équilibre comme suit :

LE CONSEIL,

APRES examen du document budgétaire présenté par Monsieur le Maire,

VU l'avis favorable de la Commission des Finances,

APRES lecture des chapitres et articles et avoir entendu les explications données par Monsieur Jean-Jacques ROBERT, Maire de MENNECY,

APRES DELIBERATION,

ADOpte le Budget Primitif de l'Exercice 1988,  
qui s'équilibre en DEPENSES et en RECETTES comme suit :

1 - BUDGET COMMUNAL -

SECTION INVESTISSEMENT	:	16 991 159 Francs
SECTION FONCTIONNEMENT	:	42 213 950 Francs

2 - BUDGET ASSAINISSEMENT -


SECTION INVESTISSEMENT	:	719 564 Francs
SECTION FONCTIONNEMENT	:	1 074 973 Francs

3 - BUDGET CAISSE DES ECOLES -

SECTION INVESTISSEMENT	:	Néant
SECTION FONCTIONNEMENT	:	32 738 Francs

ADOpte A L'UNANIMITE PAR :

24 VOIX POUR  
6 VOIX CONTRE

  
Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



ANNEXE A LA DELIBERATION DU BUDGET 88

1. Fiscalité Locale : Vote des taux d'impositions

TH : 9,99  
FB : 8,81  
FNB : 66,27  
TP : 14,82

2. Ordures Ménagères : Produit

Chapitre 968.7050

1 643 300 Frs

3. Budget assainissement

Tarif unitaire de l'eau : 1,53 le m<sup>3</sup>



*[Handwritten signature]*

Monsieur le Maire se félicite de ce vote et remercie l'ensemble des services communaux.

INTERVENTIONS

Nicole DUFAYET souhaite que toutes les demandes de crédit sollicitées par les services soient satisfaites et respectées lors de la signature des bons de commande, de manière à ne pas paralyser le fonctionnement des services.

Yves BAFFREY souhaite s'expliquer sur sa décision de ne pas voter le budget 1988 :

1°) - SALLE DES FETES - Yves BAFFREY n'est pas d'accord avec le coût de cette opération tel qu'il figure en inscription budgétaire, le juge trop élevé par rapport au projet présenté et explicité initialement.

Jean-Jacques ROBERT le renvoie au compte-rendu du 25 Novembre 1987, où, à la demande d'une partie des Membres de l'Assemblée Municipale, la capacité de la Salle Polyvalente a été portée à 400 places ainsi que la réhabilitation des Communs de l'ancien château de Villeroy (1 300 mètres carrés au total). L'Atelier 2 A, représenté par MMrs DELAUNAY et HUBER et mandaté par le Conseil Municipal, a présenté, lors de ce même Conseil, les nouveaux plans de la salle et réactualisé le coût en fonction de la nouvelle capacité, portant l'opération à 9 300 000 Francs T.T.C. (Travaux et honoraires).

2°) - LA PATTE D'OIE - Monsieur Jean-Jacques ROBERT n'était pas autorisé à signer l'acte d'acquisition de la dite propriété par le Conseil.

Monsieur le Maire lui indique que le Conseil Municipal lui a donné délégation par délibération du 9 Mai 1984, conformément à l'article L 122-20 du Code des Communes.

3°) - SUR LA GESTION MUNICIPALE - La gestion est déplorable et dangereuse parce que incontrôlée. Le budget est certes clair et bien élaboré, mais aucune délégation n'est accordée pour mieux le contrôler.

Yves BAFFREY conclut qu'il sanctionne la politique municipale de Monsieur le Maire, qui lui rétorque que la gestion de la Commune est serrée mais attentive au fonctionnement des services et en harmonie avec le compte de gestion du Percepteur, Comptable de la Municipalité.

... / ...

P.O.S ET MODIFICATION DU S.D.A.U

L'été dernier, lors de la consultation des Services sur le P.O.S, le Préfet nous a informé de son désaccord sur l'extension en zone NA, non pour un motif concernant la nature de ces zones mais pour la non concordance entre les directives du SDAU Vallée de l'Essonne approuvé en 1975 qui à cet endroit prévoit une zone agricole non constructible, et celles du P.O.S.

C'est donc sur une question de forme que porte l'observation, le P.O.S étant jugé par ailleurs correspondre parfaitement au développement mesuré de la Commune.

Pour régler cette affaire nous avons eu récemment deux réunions avec les principaux responsables des services départementaux concernés :

. La première a porté essentiellement sur la globalité du projet de la Patte d'Oie avec la présence, entre autres participants, de Mr TISSERAND, Directeur Départemental de l'Agriculture et de Mr CHIODO, Responsable du Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement de la D.D.E représentant l'Etat. Un accord complet a été trouvé sur ce projet.

. La deuxième réunion a eu lieu en Sous-Préfecture et a porté sur la modification du SDAU au regard de notre P.O.S.

Le principe suivant a été retenu :

- Sur le fond : l'extension en zone NA sera admise jusqu'à la voie de liaison CD 153 RN 191 qui servira de butte à l'urbanisation et notre zone NA U1 de 2 ha sera préservée.

- Sur la procédure : Nous allons demander très rapidement la modification du SDAU et allons bénéficier d'une procédure allégée, durée de la procédure 10 mois environ. Dès l'approbation sur la modification du SDAU nous reprendrons la procédure P.O.S en faisant figurer les zones NA telles que acceptées pour le SDAU et conduirons le P.O.S jusqu'à son approbation courant 1er semestre 1989.

/...

Parallèlement nous demandons également l'inscription de la voie de liaison au SDAU conformément au projet arrêté.

Cette solution a donc pour but de réduire la surface des zones NA d'environ 40 % de leur surface sans toutefois les supprimer complètement. Elle reste raisonnable au regard des 20 à 25 constructions que nous voulons autoriser annuellement.

... / ...

OBJET : Demande de modification du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Vallée de l'Essonne.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que :

L'Article L.122-5 du Code de l'Urbanisme issu de la loi n° 85729 du 18 Juillet 1985 stipule que le Commissaire de la République a compétence, sur demande d'une ou plusieurs Communes, pour prendre un arrêté mettant en modification le SDAU couvrant ces Communes s'il constate avant qu'un projet de P.O.S ne soit arrêté que certaines options sont incompatibles avec ce Schéma Directeur.

Pour la Commune de Mennecy, certains points se sont révélés incompatibles avec le SDAU de la Vallée de l'Essonne. Il s'agit des zones NA 1 - NA 2 - NA 3 dont les options sont développées en annexe de la présente délibération.

Il convient donc en l'occurrence de solliciter la modification du SDAU ci-dessus mentionné, conformément à la Loi. Cette démarche doit être engagée par Monsieur le Préfet, Commissaire de la République du Département de l'Essonne.

CONSIDERANT d'une part :

- la nécessité de la création de zones NA compatibles avec une évolution mesurée de la Commune suivant un rythme d'environ 20 à 25 logements par an dans ces zones,
- la nécessité de prévoir une voie de liaison entre le CD 153 et la RN 191 dans le 1/4 Sud-Est de la Commune afin de désengorger le carrefour de ce CD avec la RN dit carrefour de la Croix-Champêtre,

CONSIDERANT d'autre part :

- l'opposition formulée par le Représentant de l'Etat compte tenu du classement de ces parcelles en zone verte au Schéma Directeur de la Vallée de l'Essonne,

Le Conseil Municipal,

VU le SDAU de la Vallée de l'Essonne,

VU la Délibération du Conseil Municipal en date du 17 Avril 1979 prescrivant le P.O.S,

VU la Loi n° 85729 du 18 Juillet 1985,


APRES avoir délibéré,

.../...

DEMANDE à Monsieur le Commissaire de la République  
la modification ponctuelle du SDAU de la Vallée de l'Essonne sur ces  
points précis détaillés sur la note technique en annexe, en applica-  
tion de l'article L.122-5 du Code de l'Urbanisme.

ADOPTE A L'UNANIMITE,

Pour le Maire,  
Le Maire-Adjoint,  
André LEON.



ue

s-

és  
ones  
pré-

tion  
it

c  
25

153  
car-

pte  
de

il

DEVIATION CD 153 ET RN 191 -

Monsieur ROBERT précise que le montant total de ce projet est de 15 millions de francs dont 450 000 Frs sont proposés pour les acquisitions foncières qui pourront rapidement démarrer.

Monsieur PIROT donne les précisions techniques suivantes : L'objectif est de désengorger le carrefour de la Croix-Champêtre aux heures de pointe et lors des week-ends. Le tracé proposé relie le CD 153 au niveau de la Butte de la Garde à la RN 191 au niveau de l'avenue de la Jeannotte où il se raccordera ultérieurement au doublement de la RN 191. La longueur est d'environ 1,500 km. L'emprise de 15 m comprend une chaussée de 7 m et 2 accotements et fossés de part et d'autre de 4 m chacun. Le franchissement de l'aqueduc des Eaux de la Vanne est prévu sur un ouvrage de franchissement surbaissé mais dégagé de l'aqueduc en hauteur.

La Commission demande que le projet prenne en compte :

- l'aménagement des deux raccordements sur le CD et la RN.
- l'aménagement des carrefours de la route de Melun à proximité de l'ouvrage de franchissement de l'aqueduc et du chemin des Chèvres.
- le rétablissement des chemins d'exploitation des terrains agricoles afin qu'une parcelle ne soit pas enclavée.
- la création sur la totalité du tracé et coté Sud d'un merlon de terre ou de tout autre procédé afin d'éviter lors de chutes de neige la création de congères sur la voie.

La Commission souligne l'intérêt primordial de ce projet et l'accepte assorti des conditions ci-dessus énumérées.

... / ...

LE CONSEIL,

CONSIDERANT le projet élaboré par la D.D.E. à la demande de la Commune, de créer une voie de liaison du CD 153 entre le Sud de l'agglomération de MENNECY et la RN 191 en direction de CORBEIL

Ce projet permettrait de délester le carrefour de la Croix-Champêtre entre la RN 191 et le CD 153 où les échanges s'effectuent difficilement. Il s'intégrerait au projet de doublement de la RN 191 entre MENNECY et l'Autoroute A6 en rabattant vers celui-ci toute la circulation venant du Sud de l'Agglomération de MENNECY, CHEVANNES et CHAMPCUEIL.

Cette déviation serait limitée par deux carrefours giratoires jouant le rôle d'entrée de Ville sur la RN 191, à l'Est et sur le CD 153, au Sud.

Le coût de l'opération est de 15 MF dont 0,450 MF proposés au titre des P.M.E. - C.D. 1988 pour les acquisitions foncières.

SUR proposition des Commissions des Travaux, de Voirie et d'Urbanisme,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les démarches pour l'obtention des autorisations relatives à la réalisation de ce projet.

ADOPTE A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE LA GARE -

Montant des travaux 1,6 millions de francs - Financement total voté par le Conseil Général.

Monsieur ROBERT cède la parole à Monsieur PIROT pour présenter l'aménagement du carrefour. Ce projet a été présenté par la D.D.E. Il a pour but d'améliorer la sécurité et la fluidité du trafic venant de l'avenue du Général Leclerc, de l'avenue Darblay, de la Place de la Gare et du CD 153 par le passage à niveau et le passage souterrain.

Le principe retenu est celui du giratoire tel que nous le connaissons maintenant en Ville Nouvelle d'Evry.

Observations point par point :

- Franchissement de l'ensemble Passage à niveau et Souterrain du CD 153 :

L'idée importante est de privilégier les flux de circulation principaux aux heures de pointe. Le matin, c'est le flux descendant en direction de Lisses qui a la priorité de passage dans le souterrain pendant toute la durée de fermeture du PN. Le soir, c'est le flux inverse montant en direction de Mennecy qui a la priorité de passage également pendant toute la durée de fermeture du PN. Lorsque le PN est ouvert, l'accès au souterrain est interdit des deux cotés. Cet ensemble est commandé par un système de feux tricolores qui englobe le CD 153 en aval du CD 137, le CD 137, la rue de l'Abreuvoir et le souterrain à ses deux extrémités.

La Commission souligne l'intérêt de cette solution et l'accepte sans réserve.

- Parking de la Gare :

Monsieur TELLIER précise qu'il a eu l'accord de la SNCF pour utiliser prochainement une partie de leur terrain comme Parking.

Le projet présenté offre sur la place de la Gare même 16 places de stationnement pour les VL privés, 4 places de Taxis et 2 places de bus.

La Commission juge opportun de changer l'orientation des 16 places pour VL privés au vu des sens de circulation ; d'autoriser des arrêts ponctuels de véhicules privés sur les places disponibles laissées par les taxis devant la Gare ; de dissocier les 2 places de bus qui ne laissent pas assez de place pour les manoeuvres. Une place serait conservée coté place de la Gare, une deuxième place serait établie dans l'enceinte de la gare de l'autre coté du garage deux roues existant.

- Trottoir devant le Café de la Gare :

La Commission demande un aménagement paysagé sur la partie coté parking.

- Ensemble avenue Darblay - desserte du Clair Logis :

Deux points ont été soulignés par la Commission par rapport au projet présenté :

. L'un concerne la désaffectation de la voie de circulation devant Le Clair Logis et sa transformation en parking de 5 à 6 places en épis, l'accès vers le rond point étant supprimé aux VL privés et seulement autorisé aux véhicules de Service et de Secours.

. L'autre concerne la circulation et la protection des piétons notamment au niveau de la traversée de l'avenue Darblay. Il est demandé que le passage piétons soit éloigné du rond point et rapproché du trottoir face au Clair Logis. Le terre plein central existant devra être prolongé pour assurer une halte médiane dans la traversée et sa largeur devra être accrue. Le passage piéton sur l'avenue du Général Leclerc devra être rapproché du carrefour avec l'avenue de la République.

- Accès à la Résidence du Petit Parc :

Monsieur TELLIER précise qu'il a eu l'accord des copropriétaires pour que l'accès sur le rond-point soit supprimé et remplacé par l'accès existant rue du Petit Mennecy. Il est donc demandé que ce passage soit supprimé et traité en trottoir piétons avec bordures interdisant le stationnement sauvage des véhicules.

- Aménagement du rond central :

La Commission demande un paysagement simple mais agréable du rond central. Un léger modelé de terrain sera à faire avec un engazonnement et plantation d'arbustes de petite taille afin de préserver la vue.

- Eclairage public :

La Commission demande que le projet prenne en compte l'éclairage public de l'ensemble présenté et que celui-ci soit au niveau de la qualité du projet.

AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE LA GARE -

LE CONSEIL,

L'Exposé du Maire entendu sur l'opération de travaux de 1,6 Millions financée par le Conseil Général et dont le but est d'améliorer la sécurité et la fluidité du trafic venant l'Avenue, du Général Leclerc, de l'Avenue Darblay, de la Place de la Gare et du CD 153 par le passage à niveau et le passage souterrain.

VU le projet présenté par la D.D.E.,

VU l'avis favorable de la Commission des Travaux,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE l'aménagement du carrefour de la Gare à MENNECY, tel qu'il a été présenté par la D.D.E. dans son projet initial.

PRECISE que le financement de ces travaux est assuré dans sa totalité par le Conseil Général.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

DOUBLEMENT DE LA PISTE CYCLABLE DE LA RN 191 -

Monsieur ROBERT précise que le dossier concernant le doublement de la Piste Cyclable face au Parc de Villeroy a été subventionné à hauteur de 143 000 Frs par le Conseil Régional pour un coût de 340 000 Frs T.T.C de travaux. Cette nouvelle piste située sur le coté Sud de la RN 191 reliera la voie qui sort de la Z.A.C'au niveau du poste de détente gaz, au carrefour Avenue de Villeroy, RN 191 (carrefour de l'Europe).

La Commission prend note de cette information et demande la réalisation rapide des travaux.

CONSTRUCTIBILITE D'UN TERRAIN APPARTENANT A Mr. BACHIMONT  
EN VUE DE L'INSTALLATION D'UNE ENTREPRISE DE SERURERIE -

Nous avons été saisis d'une demande de Mr BACHIMONT propriétaire d'un terrain de 3 480 m2 cadastré section ZB n° 5 au lieu-dit : "Entre les Deux Voies". Elle concerne la possibilité de détachement d'une parcelle de 1 500 m2 en vue de la vente à Mr CARRARO qui souhaite y installer son entreprise de serrurerie.

Ce terrain est actuellement hors GARNU, mais face aux lots à usage d'activités actuellement en cours de viabilisation par la Société DUNINPAC et prévu au P.O.S. Vu l'intérêt que représente pour la Commune l'implantation de cette entreprise dont le Patron habite déjà à Mennecy et souhaite regrouper là tous ses services en apportant des emplois, il semble souhaitable de prévoir le changement de zonage au P.O.S de ce terrain qui est affecté actuellement en zone NAUL et de le rattacher à la zone NAUE qui lui est adaptée. La continuité de la zone NAUL n'est pas compromise par ce projet jusqu'au Centre Equestre.

Monsieur ROBERT demande l'accord des participants sur cette possibilité. La Commission adopte ce projet à l'unanimité moins une abstention.

ADOpte A L'UNANIMITE.  
4 ABSTENTIONS

: MMrs ROCHE, DICK, ROUMEJON - Mme POITVIN -

réflexion.

Françoise POITVIN pense que ce dossier mérite

... / ...

CONSTRUCTIBILITE D'UN TERRAIN APPARTENANT  
à Monsieur BACHIMONT, au lieu-dit "Entre les Deux Voies".

LE CONSEIL,

VU la demande de Monsieur BACHIMONT, demeurant à MENNECY, rue de Melun, propriétaire d'un terrain de 3 480 m<sup>2</sup> cadastré section ZB n° 5 au lieu-dit "Entre les Deux Voies", sollicitant la possibilité de détachement d'une parcelle de 1 500 m<sup>2</sup> en vue de la vente à Monsieur CARRARO, qui souhaite y installer son entreprise de serrurerie et menuiserie aluminium,

CONSIDERANT que ce terrain est actuellement hors GARNU, mais face aux lots à usage d'activités actuellement en cours de viabilisation par la Société DUNINPAC,

VU l'intérêt que représente pour la Commune l'implantation de cette entreprise menneçoise où Monsieur CARRARO souhaite regrouper tous ses services en créant des emplois,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter auprès du Commissaire de la République, l'autorisation de libérer cette parcelle des contraintes d'urbanisme qui la grèvent,

AUTORISE la construction d'un lot à usage d'activités artisanales.

ADOpte A LA MAJORITE  
4 ABSTENTIONS.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

S.C.I. VERVILLE VILLEROY - Garantie d'emprunt -

La gérante de la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY a sollicité la Municipalité pour obtenir la garantie communale sur un prêt contracté à la C.E.P.M.E. d'EVRY de 660 000 Francs, remboursable en 15 ans au taux de 11,20 %.

LE CONSEIL,

VU les articles L 236.13 et suivants du Code des Communes,

VU l'article 6 de la loi du 2 Mars 1982 modifié,

VU le projet de construction et d'aménagement d'un bar-brasserie-restaurant présenté par la Gérante de la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY en date du 6 Janvier 1987,


SUR proposition de la Commission des Finances,

APRES DELIBERATION,

DECIDE de garantir l'emprunt que la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY devra contracter pour la construction et l'aménagement du bar brasserie restaurant.

DIT que le montant de cet emprunt sera au maximum de SIX CENT SOIXANTE MILLE FRANCS (660 000 Francs) remboursable en 15 ans au taux actuel de 11,20 %.

ADOPTE A LA MAJORITE  
1 VOIX CONTRE  
4 ABSTENTIONS

  
Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

C O N V E N T I O N

ENTRE LES SOUSSIGNES

Jean-Jacques ROBERT, Maire de MENNECY,  
Vice-Président du Conseil Général, autorisé par délibération du Conseil  
Municipal du 9 Avril 1984,

D'UNE PART,

ET,

Madame Sylvette COUDERC, Gérante de la  
S.C.I. VERVILLE-VILLEROY, ayant son siège social au Centre Commercial  
de Villeroy à 91540 - MENNECY - ,

D'AUTRE PART.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er - OBJET -

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles fonctionnera la garantie accordée par la Commune de MENNECY pour l'emprunt d'un montant de Francs SIX CENT SOIXANTE MILLE FRANCS (660 000 Francs) en annuités, à contracter par la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY auprès de la C.E.P.M.E. (Bureau de l'Essonne à EVRY) au taux en vigueur lors de l'établissement du contrat dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités publiques pour une durée de 15 ans.

ARTICLE 2 - MODALITE DE CONTROLE -

Les opérations poursuivies par la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY, tant au moyen de ses fonds propres que l'emprunt qu'elle réalisera avec cette garantie, donneront lieu à la fin de chaque année à l'établissement, par elle-même, d'un compte de trésorerie qui devra être adressé, au plus tard le 31 Mars, à la Mairie de MENNECY.

Le compte comprendra :

AU CREDIT :

- a) les fonds disponibles au 1er Janvier,
- b) les recettes de toutes natures, encaissées en les groupant selon leur caractère commun,
- c) le portefeuille disponible au 31 Décembre (valeur portée au bilan).

.../...

- 2 -

AU DEBIT :

Les dépenses de toutes natures groupées selon leur caractère commun.

A ce compte de trésorerie devront être joints les états énoncés ci-après :

- . Etat détaillé des frais généraux,
- . Etat détaillé des créanciers divers faisant apparaître notamment les sommes qui pourraient être dues aux établissements prêteurs sur les échéances d'intérêts et d'amortissement d'emprunts contractés,
- . Etat détaillé des débiteurs divers (année en cours) (année antérieure).

ARTICLE 3 :AU DEBIT :

Le montant des versements effectués par la Ville de MENNECY en cas d'inexécution des obligations de la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY envers l'organisme prêteur.

Le montant de ce versement sera éventuellement majoré des intérêts moratoires versés au prêteur, si par le fait de l'emprunteur, l'échéance n'a pu être respectée.

AU CREDIT :

A ce compte figure le montant des remboursements effectués par la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY.

Le solde constituera la dette de la S.C.I. vis à vis de la C.E.P.M.E. Bureau de l'Essonne à EVRY.

L'emprunteur devra prendre toutes dispositions pour que l'expiration de celle-ci intervienne dans un délai de deux ans.

ARTICLE 4 -

Afin d'éviter le versement par la Commune de MENNECY à l'organisme prêteur d'intérêts moratoires, en cas de non respect des échéances annuelles de remboursement, l'emprunteur devra avertir la C.E.P.M.E. d'EVRY dans un délai de deux mois précédant la dite échéance.

ARTICLE 5 -

Dans l'hypothèse où la garantie de la Ville de MENNECY serait mise en jeu, la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY s'engage à ne pas vendre ni hypothéquer sans accord préalable de la Ville de MENNECY.

La caution de la Commune ne pourra jouer qu'après mise en jeu de la responsabilité personnelle, indéfinie et solidaire des dettes sociales des sociétaires de la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY.


... /G...



A l'expiration de la dite convention, si la dette de la S.C.I. VERVILLE-VILLEROY n'est pas éteinte, les dispositions des articles 3 et 5 resteront en vigueur jusqu'à l'extinction complète de celle-ci.

FAIT A MENNECY, le 24 MARS 1988.

Signature de l'Emprunteur,  
(Précédée de la mention  
manuscrite "Lu et Approuvé").

Lu et Approuvé  


Signature du Garant,  
(Qualité du Signataire).



Jean-Jacques ROBERT  
Maire,  
Vice-Président du Conseil Général.

CAISSE D'EPARGNE ECUREUIL  
EVRY - CORBEIL  
-----

- BAIL D'IMMEUBLE AU PROFIT DE LA CAISSE D'EPARGNE -  
EVRY - CORBEIL  
=====

IDENTIFICATION DES PARTIES

Les personnes requérantes au présent acte, sont :

I. - La Commune de MENNECY,

Ci-après dénommé ..... "LE BAILLEUR"

II. - Et la CAISSE D'EPARGNE et de PREVOYANCE d'EVRY-CORBEIL, Etablissement de crédit à but non lucratif doté statutairement de 62.760.000 F., actionnaire de la Société Régionale de Financement "SOREFI" de l'Île-de-France et DOM-TOM, dont le siège social est à EVRY, 1 Bd du Maréchal De Lattre de Tassigny, immatriculée au Registre du Commerce de CORBEIL ESSONNES, sous le N° D 785 182 288.

Constitué en application de la loi numéro 83.557 du 1er Juillet 1983, aux termes de ses nouveaux statuts adoptés conformément au modèle I annexé au décret numéro 84.76 du 31 Janvier 1984, par délibération du Conseil d'Administration, en date du 26 Avril 1984.

Ci-après dénommé ..... "LE PRENEUR"

PRESENCE OU REPRESENTATION

Le bailleur est représenté par Monsieur Jean-Jacques ROBERT, Maire de la Commune de MENNECY.

Agissant en sa qualité de Maire et au nom de la Commune de MENNECY.

En vertu d'une délibération du Conseil Municipal de cette Commune, en date du 9 Février 1984.

La CAISSE D'EPARGNE et de PREVOYANCE D'EVRY-CORBEIL est représentée par :

Monsieur Jean LABRUDE, Directeur Général  
demeurant à EVRY, 1 Bd du Maréchal De Lattre de Tassigny,

confirmé dans cette fonction par délibération du Conseil d'Orientation et de Surveillance, en date du 25 Février 1985.

*jk*

*M*

CONVENTION

Par ces présentes, "LE BAILLEUR" fait bail et donne à loyer "AU PRENEUR", pour une durée de dix huit années entières et consécutives qui ont commencé à courir le 1er Janvier 1988 pour se terminer le trente et un Décembre 2005.

Toutefois, "LE PRENEUR" aura la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale dans les formes et délais de l'article 5 du décret du 30 Septembre 1953.

"LE BAILLEUR" aura la même faculté s'il entend invoquer les dispositions des articles 10 - 13 et 15 du présent décret.

Les lieux ci-après, dépendant d'immeuble sis à MENNECY :  
5, rue de la Croix Boissée.

DESIGNATION

- 1°) - Un local à usage de boutique situé au rez-de-chaussée et ayant façade sur rue de la Croix Boissée, d'une superficie de 56 m<sup>2</sup>.
- 2°) - Pour partie, un local de stockage situé au rez-de-chaussée, d'une superficie de 9 m<sup>2</sup>.
- 3°) - Une pièce annexe d'une superficie de 4 m<sup>2</sup>.

L'ensemble des locaux ci-dessus désignés, représentent une superficie totale de SOIXANTE NEUF METRES CARRES (69 m<sup>2</sup>).

Tels que lesdits lieux existent, se poursuivent et se comportent sans qu'il en soit fait ici une plus ample désignation "LE PRENEUR" déclarant les bien connaître, pour les avoir vus et visités.

ETAT DES LIEUX

Dans les huit jours de la signature du présent bail, il sera dressé contradictoirement un état des lieux établi en double exemplaire, dont un sera destiné à chacune des parties.

La Caisse d'Epargne pourra effectuer sur l'immeuble loué toutes installations et procéder à tous aménagements qu'elle jugera convenables. Elle ne pourra être tenue en fin de bail, de faire démolir ces installations ou de supprimer ces aménagements.

*Handwritten initials: "ji" on the left and "2" on the right.*

3.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Les droits et obligations des deux parties contractantes sont réglés conformément aux dispositions légales et aux usages locaux applicables en matière de location pour tout ce qui n'est pas prévu au présent bail.

CHARGES ET CONDITIONS PARTICULIERES

- 1°) - La Caisse d'Epargne devra contracter une assurance garantissant l'immeuble contre l'incendie et dégâts des eaux
- 2°) - La Caisse d'Epargne ne pourra exercer dans les lieux loués d'autre commerce que celui de bureaux pour établissement financier
- 3°) - Elle est, toutefois, autorisée à installer une enseigne extérieure au devant des lieux loués, mais sous son entière responsabilité, cette enseigne devra être fixée solidement et "LE PRENEUR" sera responsable de tous accidents que son existence pourrait occasionner.

PRIX DU BAIL

Le présent bail est consenti moyennant un loyer annuel de 29.344 F. payable à terme échu ; les premiers Janvier, Avril, Juillet et Octobre de chaque année.

Le montant du loyer ainsi stipulé s'entend charges générales comprises, sauf remboursement, sur justifications des taxes locatives, prestations et fournitures incombant légalement aux locataires.

REVISION DU LOYER

Le loyer du présent bail sera révisable tous les trois ans dans les conditions, formes et délais prévus par les dispositions législatives régissant les baux des locaux à usage commercial (l'indice de référence sera celui du troisième trimestre 1987 : 895).

Pour tous les litiges qui pourraient provenir de l'exécution du présent bail, conformément à l'article R.158.I du Code du Domaine de l'état, le domaine est compétent pour suivre les instances portant sur la validité et les conditions financières du contrat.

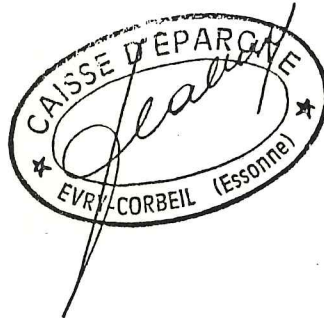
Pour les litiges qui pourraient survenir à tout autre titre, notamment ceux relatifs à l'exécution pure et simple d'une clause du contrat, le service occupant est seul compétent.

Le présent acte est établi en trois exemplaires, dont deux pour la commune et un pour le service preneur.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, domicile est élu pour "LE BAILLEUR" en sa demeure sus-indiquée et pour "LE PRENEUR", dans les lieux loués à EVRY en son Siège.

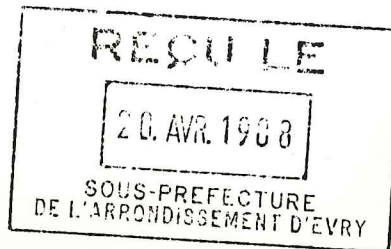
LE DIRECTEUR GENERAL



J. LABRUDE



*[Handwritten signature]*



PRISE A BAIL D'UN IMMEUBLE  
SIS 3 RUE DE LA CROIX BOISSEE A MENNECY  
CONVENTION

LE CONSEIL,

CONSIDERANT que la Caisse d'Epargne de CORBEIL-ESSONNES occupe les locaux au rez-de-chaussée de l'immeuble sis rue de la Croix Boissée, sur une superficie totale de 69 m<sup>2</sup>,

CONSIDERANT qu'il convient de signer le bail d'immeuble pour une durée de dix huit années à compter du 1er Janvier 1988.  
La révision du prix du loyer est triennale.  
La première période de loyer est fixée au prix de 29 344 Francs l'an.

VU le bail d'immeuble annexé à la présente délibération,

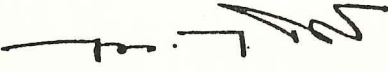
APRES DELIBERATION,

AUTORISE le Maire à signer le bail d'immeuble à compter du 1er Janvier 1988.

DIT que la recette sera imputée au Budget 1988, CHAPITRE 965-2 Article 714.2.

ADOpte A L'UNANIMITE.



  
Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



Objet. : Régularisation du loyer Caisse d'Epargne,  
3, rue de la Croix Boissée à  
MENNECY

**LE CONSEIL ;**

Considérant que la Caisse d'Epargne, installée le 1er juillet 1982 a passé avec la Commune, un bail verbal fixé à 24 000 Frs par an jusqu'au 31 décembre 1987.

Considérant que pour les années 1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986, le cout des loyers s'élève à 132 000 Frs.

Considérant qu'à compter du 1er janvier 1988, il sera établi un bail dont le prix sera indexé sur coût INSEE de la construction.

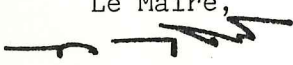
**Après en avoir délibéré ;**

- Sollicite le versement des loyers dus par la Caisse d'Epargne de CORBEIL d'un montant de CENT TRENTE DEUX MILLE FRANCS (132 000 Frs).

- DIT que cette recette sera inscrite au Budget Primitif 1988 - chapitre 965 2 - article 714 2.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Le Maire,

  
Jean-Jacques ROBERT.

SALLE POLYVALENTE  
Taxe de défrichement

LE CONSEIL,

VU la délibération en date du 22 Octobre 1987 portant création d'une Salle Polyvalente à MENNECY,

CONSIDERANT que la Commune de MENNECY est soumise aux dispositions des articles L 311.1 du Code Forestier et qu'il convient donc, préalablement à tout dépôt de permis de construire, d'obtenir l'autorisation de défrichement prévue à l'article L 312.1 du Code Forestier,

SUR proposition de la Commission des Travaux,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE Monsieur le Maire à présenter à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, un dossier de défrichement de 1 400 m<sup>2</sup> de bois sur les parcelles A n° 64 et 65, afin de réaliser cet équipement.

DIT que la Commune devra payer une taxe de défrichement de CINQ MILLE FRANCS (5 000 Francs) et que ce crédit est inscrit au CHAPITRE 903 - 232.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



DETACHEMENT DE PARCELLE LOUEE A BAIL A CONSTRUCTION  
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CANTON DE MENNECY  
POUR L'EXTENSION DE LA GENDARMERIE

LE CONSEIL,

VU le projet d'extension de la Gendarmerie de l'Avenue de Villeroy  
décidée par le Syndicat Intercommunal du Canton de MENNECY,

CONSIDERANT que ce projet nécessite sur le plan de l'occupation du  
terrain un détachement de parcelle pour asseoir son emprise et pour  
être louée à bail à construction au Syndicat Intercommunal suivant  
l'application des règlements en vigueur,

VU le plan annexé à la présente délibération,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE Monsieur le Maire à détacher la dite parcelle conformément  
au tracé figuré sur le plan annexé.

(Maître GILLES sort au moment du vote).

ADOpte A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

Objet : Bail à Construire - Terrain de la Gendarmerie.

Monsieur le Maire fait part aux Membres du Conseil Municipal de la décision du Comité Syndical du CANTON DE MENNECY de faire les travaux d'agrandissement de la Gendarmerie de MENNECY.

Le terrain étant communal, il est nécessaire d'établir un BAIL à CONSTRUIRE en faveur du Syndicat Intercommunal du CANTON de MENNECY pour la durée des emprunts. Ce bail à construire sera établi au prix de **UN Franc**.

LE CONSEIL,  
APRES DELIBERATION,

AUTORISE le Maire à signer le bail à construire pour le terrain inscrit au cadastre sous le n° 1985 Section A.

DIT que le droit au bail est de **UN Franc** pour la durée des emprunts faits par le Syndicat Intercommunal du CANTON DE MENNECY.

LIMITE à la surface du bâtiment à construire ce droit au bail.

(Maître GILLES sort au moment du vote).

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Jean-Jacques ROBERT.

CONSTRUCTIBILITE D'UN TERRAIN APPARTENANT  
à Monsieur BACHIMONT, au lieu-dit "Entre les Deux Voies".

LE CONSEIL,

VU la demande de Monsieur BACHIMONT, demeurant à MENNECY, rue de Melun, propriétaire d'un terrain de 3 480 m<sup>2</sup> cadastré section ZB n° 5 au lieu-dit "Entre les Deux Voies", sollicitant la possibilité de détachement d'une parcelle de 1 500 m<sup>2</sup> en vue de la vente à Monsieur CARRARO, qui souhaite y installer son entreprise de serrurerie et menuiserie aluminium,

CONSIDERANT que ce terrain est actuellement hors GARNU, mais face aux lots à usage d'activités actuellement en cours de viabilisation par la Société DUNINPAC,

VU l'intérêt que représente pour la Commune l'implantation de cette entreprise menneçoise où Monsieur CARRARO souhaite regrouper tous ses services en créant des emplois,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter auprès du Commissaire de la République, l'autorisation de libérer cette parcelle des contraintes d'urbanisme qui la grèvent,

AUTORISE la construction d'un lot à usage d'activités artisanales.

ADOpte A LA MAJORITE  
4 ABSTENTIONS.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

**Objet. : Filière Administrative - Application du statut des cadres d'emplois.**

Les décrets n° 87-1097 à 1111 du 30 décembre 1987, publiés au Journal Officiel du 31 décembre 1987, portent statuts particuliers des cadres d'emplois de la filière administrative de la Fonction Publique Territoriale.

La constitution initiale de ces cadres d'emploi s'effectue par intégration des agents stagiaires et titulaires occupant les emplois administratifs relevant des dispositions statutaires du livre IV, du Code des Communes.

Pour permettre cette intégration, il convient d'adapter le tableau des effectifs du personnel permanent de la Collectivité, en transformant les emplois existants pour tenir compte des nouveaux cadres et grades, ou en créant les emplois fonctionnels dans lesquels seront désormais nommés des fonctionnaires affectés à un emploi de direction.

Les Membres du Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de ces dispositions réglementaires et examiné le tableau des effectifs,

**A l'unanimité et après en avoir délibéré ;**

DECIDENT d'apporter, à la majorité au tableau des effectifs de la Collectivité, les modifications nécessitées par les décrets du 30 décembre 1987, portant statuts particuliers des cadres d'emploi de la filière administrative dans les conditions ci-après ;

Anciens Grades	Nouveaux Grades
1 Secrétaire Génér. 10 à 20 000 H	1 ATTACHE PRINCIPAL
1 Rédacteur Principal	1 REDACTEUR PRINCIPAL
1 Rédacteur	1 REDACTEUR
2 Agent Principal	2 COMMIS PRINCIPAL
7 Commis	7 COMMIS
3 Sténodactylographe	3 AGENT ADMINISTRATIF QUALIFIE
1 Téléphoniste	
13 Agent de Bureau Dactylographe	14 AGENT ADMINISTRATIF
2 Agent Bureau Dactylographe à Temps Incomplet	2 AGENT ADMINISTRATIF à TEMPS INCOMPLET
3 Agent de Bureau	3 AGENT DE BUREAU

ADOpte A L'UNANIMITE

Le Maire,

Jean-Jacques ROBERT.



Objet. : Création de poste Ouvrier Professionnel 1ère catégorie

LE CONSEIL MUNICIPAL ;

Considérant qu'il est nécessaire pour promouvoir un Agent de Service des Ecoles de créer un poste d'Ouvrier Professionnel 1ère catégorie.


APRES DELIBERATION,

- Décide de créer, à compter du 1er janvier 1988, un poste d'Ouvrier Professionnel 1ère catégorie.

- Dit que la dépense sera inscrite au Budget primitif de l'exercice 1988 au chapitre 931 1 et l'article 610 - 618.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Le Maire,

  
Jean-Jacques ROBERT.



BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE  
TARIF 1988

LE CONSEIL,

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 Mars 1987 fixant les tarifs de la Bibliothèque Municipale,

CONSIDERANT qu'il convient de revaloriser ces tarifs pour l'année en cours,

SUR proposition de la Commission des Finances,

APRES DELIBERATION,

FIXE, à compter du 1er Avril 1988, les tarifs de la Bibliothèque Municipale comme suit :

- . TARIF A : Plein Tarif 45 Francs
- . TARIF B : Demi-Tarif 25 Francs
- . GRATUITE pour les enfants.

DIT que les recettes inhérentes à ce service seront inscrites au BUDGET PRIMITIF 1988 - CHAPITRE 945-22 - Article 7009 -

ADOpte A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



AGRANDISSEMENT DU CIMETIERE DE MENNECY  
Acquisition de terrain

LE CONSEIL,

CONSIDERANT l'opportunité d'acquérir, dans d'excellentes conditions,  
un terrain bordant la propriété communale, permettant ainsi son  
agrandissement,  
SUR proposition de la Commission des Finances ,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE l'acquisition d'une partie du terrain appartenant aux Consorts  
RTVOALENS, de 560 m<sup>2</sup> environ, au prix de SOIXANTE MILLE FRANCS T.T.C.  
(60 000 Francs).

DESIGNE Maître GILLES, Notaire de la Commune, à signer l'acte  
authentique à intervenir.

DIT que les crédits de dépense inhérents à cette acquisition seront  
inscrits au BUDGET PRIMITIF 1988 - CHAPITRE 900-9 - Article 2102 -  
(Maître GILLES sort au moment ud vote).

ADOpte A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

TAXE PROFESSIONNELLEExonération en faveur des entreprises nouvelles

LE CONSEIL,

VU la loi du 8 Juillet 1983 relative à la possibilité pour les Collectivités Territoriales d'exonérer de la taxe professionnelle les entreprises nouvelles qui se créent sur le territoire communal et, ce, pendant une durée limitée,

VU l'article 38-1 de la Loi de Finances pour 1988, qui reconduit en faveur des entreprises nouvelles créées en 1988 et 1989, le régime d'exonération temporaire de la taxe professionnelle,

APRES DELIBERATION,

DECIDE d'appliquer l'exonération de la Taxe Professionnelle aux établissements créés ou repris en 1988 et 1989 à MENNECY.

ADOpte A LA MAJORITE  
1 VOIX CONTRE.

  
Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



CESSION D'UNE PARTIE DE PARCELLE COMMUNALE  
à Madame et Monsieur LHERMITTE.

VU la demande de Madame et Monsieur LHERMITTE, demeurant à MENNECY Boulevard Charles de Gaulle, relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section B n° 99 (620 m<sup>2</sup> environ) sur laquelle se trouvent les deux premiers châteaux d'eau, destinée à la réalisation d'une station service - garage, de pistes d'accès sur la RN 191 (côté chemin de la Butte Montvrain) et d'une aire de stationnement pour les véhicules en attente de réparation,

VU le plan annexé à la présente délibération où figurent la délimitation et les surfaces retenues,

CONSIDERANT que les deux châteaux d'eau sont hors service et l'accord de la Société des Eaux de l'ESSONNE, Concessionnaire du réseau pour redonner à la Commune le libre usage de la totalité des parcelles, la Commune se réservant toutefois le droit de garder le château d'eau n° 2 et au pourtour une aire suffisante pour l'entretien (soit 210 m<sup>2</sup> environ),

SUR proposition des Commissions Urbanisme, Voirie et Sécurité,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

AUTORISE Monsieur le Maire à engager les démarches pour la cession d'une partie de la dite parcelle communale - soit 620 m<sup>2</sup> environ - à Madame et Monsieur LHERMITTE.

DESIGNE Maître GILLES, Notaire de la Commune, pour la préparation de l'acte authentique à intervenir.

CONFIRME que le prix total de la cession sera de TROIS CENT DIX MILLE FRANCS (370 000 Francs) (500 Francs le M<sup>2</sup>).

DIT que cette recette sera inscrite au Budget Primitif 1988 -

CHAPITRE 908 - Article 1406 -

Maître GILLES sort au moment du vote.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

Monsieur DICK s'étonne de l'enclavement existant à cet endroit.

QUESTIONS DIVERSES -CREATION D'UNE COMMISSION DU MARAIS -

Monsieur le Maire propose au Conseil la constitution d'une Commission dans le cadre de l'opération d'aménagement de la Patte d'Oie et invite les Conseillers volontaires pour débattre de tous les problèmes relatifs à la pêche, la faune, la flore.

SONT DESIGNES :

Mr. le Maire, Président de la Commission,  
Mr. TELLIER, Maire-Adjoint à la Sécurité,  
Mme BLIN, Maire-Adjoint aux Affaires Scolaires,  
Mme GISSELBRECHT, Conseiller Municipal,  
Mr. BOULEV, Conseiller Municipal,  
Mr. GUILLAUMET, Conseiller Municipal,  
Mme POITVIN, Conseiller Municipal,  
Mr. JUAN, Conseiller Municipal,

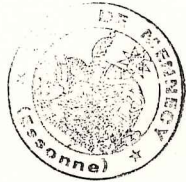
LE CONSEIL,


APRES DELIBERATION,

APPROUVE la création de la Commission du Marais.

DESIGNE les Membres du Conseil Municipal précités.

ADOpte A L'UNANIMITE.



  
Jean-Jacques ROBERT  
Maire,

PAVILLON SCURTI  
2 rue du Hameau

Négociations engagées avec Monsieur  
le Maire sur un accord de 10 000 Francs et entériné par la  
Commission des FINANCES.

Maître GILLES sort.

ADOpte A LA MAJORITE  
2 ABSTENTIONS

Françoise POITVIN rappelle que cet endroit devait être un parking.

OBJET : P.A.E. Affaire HOEBANX

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que :

La Loi d'Aménagement du 18 Juillet 1985 offre la possibilité aux Communes d'exiger dans certaines parties de leur territoire des participations pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'urbanisation.

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de disposer d'une Salle Polyvalente, le Maire propose au Conseil Municipal d'instituer un secteur d'Aménagement et de Participation pour la zone figurant au plan joint à la présente, et d'approuver le Plan d'Aménagement d'Ensemble consistant en la réalisation de l'opération de construction de 30 logements individuels sur le terrain de Mr HOEBANX situé avenue Charles de Gaulle, Rue de Milly et Rue de la Fontaine. Surface du terrain : 11.502 m<sup>2</sup>, Surface Hors Oeuvre Nette construite : 4.713 m<sup>2</sup>.

Le Conseil Municipal,

VU le Code des Communes,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son Article L.332.9,

VU le Mode d'Application du R.N.U approuvé le 25 Juin 1985,

VU le Plan d'Occupation des Sols arrêté le 25 Juin 1987,

APRES avoir entendu le rapport du Maire,

Approuve les conclusions de ce rapport,

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est institué un Programme d'Aménagement d'Ensemble sur les parties du territoire de la Commune délimitées par un trait rouge sur le plan au 1/1 250° annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Le programme des équipements propres au lotissement correspondant comprend :

- Aménagement de voirie = Rue de Milly : aménagement du carrefour avec la voie d'accès à l'opération. Rue de la Fontaine : tapis d'enrobé total de l'opération à la rue du Rû.

- Réalisation d'Eclairage Public rue de Milly de l'accès à l'opération jusqu'à la rue Charpentier.

.../...

- Réalisation de l'assainissement EU rue de la Fontaine  
entre l'opération et la rue du Rû.

ARTICLE 3 : Le programme des équipements publics rendus nécessaires par  
l'opération comprend :

La réalisation d'une Salle Polyvalente à concurrence d'un  
montant égal à 10 % de son coût.

ARTICLE 4 : Le coût total du programme des équipements publics est estimé  
à 9 000 000 Frs T.T.C.

ARTICLE 5 : La part de dépense de réalisation de ces équipements mis à la  
charge du constructeur est fixée à 10 % quelles que soient les catégories  
de construction et la S.H.O.N effectivement réalisée.

ARTICLE 6 : Le programme des équipements publics sera achevé au plus tard  
le 31 Décembre 1991.

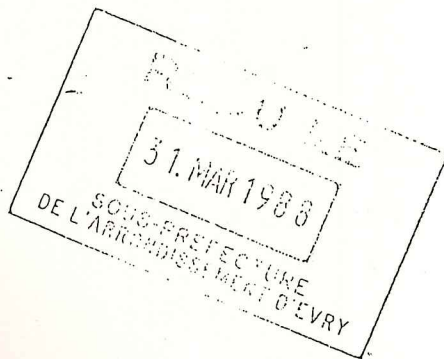
ARTICLE 7 : Le versement de la participation sera exigé du bénéficiaire de  
l'autorisation de construire dans l'acte autorisant la construction. Ce dé-  
lai sera décompté à partir du commencement effectif des travaux qui feront  
l'objet de l'autorisation des travaux.

ARTICLE 8 : Copie de la présente délibération sera jointe à tout certificat  
d'urbanisme qui sera délivré sur le terrain considéré.

ARTICLE 9 : Formalités de Publicité : La présente délibération sera affichée  
en Mairie pendant un mois ainsi que le plan annexé. Mention de la présente  
sera insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Départe-  
ment.

ADOPTÉ A L' UNANIMITE

Jean-Jacques ROBERT  
Le Maire,



OBJET : P.A.E . OPERATION DE 10 LOGEMENTS  
RUE DU PETIT MENNECY

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que :

La Loi d'Aménagement du 18 Juillet 1985 offre la possibilité aux Communes d'exiger dans certaines parties de leur territoire des participations pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'urbanisation.

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de disposer d'une Salle Polyvalente, le Maire propose au Conseil Municipal d'instituer un secteur d'Aménagement et de Participation pour la zone figurant au plan joint à la présente, et d'approuver le Plan d'Aménagement d'ensemble consistant en la réalisation de l'opération de construction de 10 logements sur le terrain dont la Société LA MAISONNAISE sis à Monthéry est actuellement propriétaire situé rue du Petit Mennecy et Chemin de la Manufacture. Surface du terrain : 3 793 m<sup>2</sup>, Surface Hors Oeuvre Nette construite : 1 079 m<sup>2</sup>.

Le Conseil Municipal,

VU le Code des Communes,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.332-9,

VU le Mode d'Application du R.N.U approuvé le 25 Juin 1985,

VU le Plan d'Occupation des Sols arrêté le 25 Juin 1987,

APRES avoir entendu le rapport du Maire,

Approuve les conclusions de ce rapport,

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est institué un programme d'aménagement d'ensemble sur les parties du territoire de la Commune délimitées par un trait rouge sur le plan au 1/1 250° annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Le programme des équipements propres au lotissement correspondant comprend :

A la charge de la Société :

- Voirie : réalisation d'un parking rue du Petit Mennecy.  
Création d'une chaussée et de trottoirs sur le Chemin de la Manufacture en enrobé.

.../...

- Assainissement : . EU = desserte de l'opération sur le Chemin de la Manufacture raccordé par l'intermédiaire d'une station de relèvement à la rue du Petit Mennecy.  
. EP = desserte de l'opération en système gravitaire vers l'Essonne.

- Eclairage Public : sur la rue du Petit Mennecy et le Chemin de la Manufacture.

- Réseaux : EDF. GDF. PTT.

ARTICLE 3 : Le programme des Equipements Publics rendus nécessaires par l'opération comprend :

La réalisation d'une Salle Polyvalente à concurrence d'un montant égal à 2,50 % de son coût.

ARTICLE 4 : Le coût total du programme des équipements publics est estimé à 9 000 000 Frs T.T.C.

ARTICLE 5 : La part de dépense de réalisation de ces Equipements mis à la charge du constructeur est fixée à 2,50 % quelles que soient les catégories de construction et la S.H.O.N effectivement réalisée.


ARTICLE 6 : Le programme des équipements publics sera achevé au plus tard le 31 Décembre 1991.

ARTICLE 7 : Le versement de la participation sera exigé du bénéficiaire de l'autorisation de construire dans l'acte autorisant la construction. Ce délai sera décompté à partir du commencement effectif des travaux qui feront l'objet de l'envoi immédiat en Mairie de la déclaration d'ouverture de chantier.

ARTICLE 8 : Copie de la présente délibération sera jointe à tout certificat d'urbanisme qui sera délivré sur le terrain considéré.

ARTICLE 9 : Formalités de Publicité : La présente Délibération sera affichée en Mairie pendant un mois ainsi que le plan annexé. Mention de la présente sera insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

ADOPTE A L'UNANIMITE

  
Jean-Jacques ROBERT  
Le Maire,



- 29 -

DENOMINATION DU SENTIER PIETONNIER (Près de la Gare)

LE CONSEIL,

CONSIDERANT la réfection du sentier piétonnier (près de la Gare), sans appellation distincte à ce jour, Monsieur le Maire propose que cette ruelle soit dénommée .

SUR proposition de MENNECY et SON HISTOIRE, qui souhaite que ce dit sentier prenne la dénomination de : "Ruelle du Vieux Moulin"

APRES DELIBERATION,

AUTORISE la dénomination :

. " Ruelle du Vieux Moulin"

au sentier piétonnier (près de la Gare).

ADOpte A LA MAJORITE  
2 ABSTENTIONS



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



C.M.L.C. -

CONTRAT DE LOCATION D'UNE MACHINE A AFFRANCHIR

LE CONSEIL,

CONSIDERANT l'importance du courrier effectué par le Service des Affaires Culturelles, du fait même du contexte relationnel de ce service municipal, il convient, afin de faciliter et normaliser l'acheminement du courrier, de signer un engagement à souscrire pour être autorisé à faire usage d'une machine à affranchir,

SUR proposition de la Commission des Affaires Culturelles,

APRES DELIBERATION,

APPROUVE l'engagement à souscrire pour être autorisé à faire usage d'une machine à affranchir avec la S.M.H. ALCATEL - Agence de PARIS I - 83 Boulevard de Sébastopol - 75082 - PARIS CEDEX 02 -

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cet engagement.  
Il prendra effet à la date de la présente délibération.

DIT que la dépense sera inscrite au BUDGET PRIMITIF 1988 -  
CHAPITRE 945-28 - Article 630 -

ADOPTE A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

# CONTRAT DE LOCATION

(C.L. 1 COMPTA. SMH)

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE L'ABONNEMENT LOCATION ENTRETIEN



DÉPARTEMENT  
M.A.T.

S.A. AU CAPITAL DE 11 628 000 F  
83, Boulevard de Sébastopol  
75082 PARIS CEDEX 02  
Tél.: 236.88.95 Télex: 211.850  
SIREN : 552 041 972

AGENCE PARIS I

RÉF. COMMANDE CLIENT \_\_\_\_\_

ABONNÉ : Mairie de Menneay  
NOM, QUALITÉ : Jean Jacques ROBERT  
RAISON : Mairie de Menneay  
SOCIALE ET  
ADRESSE : Place de la Mairie  
CODE POSTAL : 43500 Menneay TÉLÉPHONE : 64 57 00 59

FACTURATION idem

INSTALLATION : Maison des loisir  
65 B9 Charles de Gaulle  
43500 Menneay TÉL : 64 57 00 59  
P. 131

L'ABONNÉ, après avoir pris connaissance des conditions générales et spécifiques, déclare souscrire conformément à ces conditions, un abonnement "Location-Entretien" pour la machine dont les caractéristiques sont cochées ci-dessous.

RÉFÉRENCE DES CONDITIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIFIQUES A Janv 88

TYPE	VALEURS	COMMANDE	COULEUR	CODE PRODUIT
<u>R4000</u>	<u>4</u>	<u>E</u>		

MODÈLE	RÉFÉRENCES DES CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE L'ABONNEMENT
<input checked="" type="checkbox"/> MACHINE A AFFRANCHIR	II-1
<input type="checkbox"/> MACHINE A TIMBRER LES DOCUMENTS PASSIBLES D'UN DROIT DE TIMBRE	II-2 B 1°
<input type="checkbox"/> MACHINE A ENDOSSER, A SIGNER, ETC.,	II-3
<input type="checkbox"/> MACHINE H.B.R. POUR LE TIMBRAGE DES BONS DE REMIS	II-2 B 2°
<input type="checkbox"/> MACHINE H.A.C. POUR LE TIMBRAGE DES ACQUITS A CAUTION	II-2 B 3°
<input type="checkbox"/> MACHINE H.C.B. POUR LE TIMBRAGE DES FACTURES CONGÈS "BOISSONS"	II-2 B 5°

MONTANT ANNUEL, HORS TAXES, DE L'ABONNEMENT  
3058 francs par an

CODE TARIF 140006 DATE INDICE Sept 87

ANCIENNE RAISON SOCIALE ET ADRESSE

MACHINE REMPLACÉE TYPE : \_\_\_\_\_  
ou CONCERNÉE N° \_\_\_\_\_

Large empty area for notes or additional conditions, mostly blank with a diagonal line drawn across it.

L'Abonné RECONNAIT AVOIR REÇU un exemplaire imprimé du texte des CONDITIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIFIQUES de l'abonnement "Location-Entretien" et un exemplaire des présentes CONDITIONS PARTICULIÈRES de l'abonnement. Seules les clauses spéciales portées sur le présent document font foi entre les parties.

TIMMERMAN

Cachet et Signature du Représentant SMH-ALCATEL

Fait en deux exemplaires originaux et une copie à \_\_\_\_\_



Cachet de l'Abonné

Le MENNEAY  
24 Mars 1988

Signature de l'Abonné

M.A. 1

Département d \_\_\_\_\_

Bureau d \_\_\_\_\_

# engagement à souscrire pour être autorisé à faire usage d'une machine à affranchir

Je soussigné,

Place  
du timbre  
de  
dimension

Nom : Jean Jacques ROBERT

Prénoms : \_\_\_\_\_

Profession : Maire de Mennecy

Agissant en qualité de : \_\_\_\_\_

Raison sociale ou dénomination commerciale (s'il y a lieu) (1) : MAIRIE de MENNECY

Adresse postale : place de la Mairie  
(N°, type et nom de la voie)

(BP, CEDEX, ...)

(localité, si différente du bureau distributeur) : Mennecy

Code postal : \_\_\_\_\_ Bureau distributeur : mention CEDEX éventuelle

Lieu d'installation de la machine : Maison des loisirs  
(s'il est différent de l'adresse) : 65 99 Charles de Gaulle

N° de téléphone : 64 57 00 59 - p 131

N° de code SIRET : \_\_\_\_\_

N° de code A.P.E. : \_\_\_\_\_

demande l'autorisation de faire usage d'une machine à affranchir du type R agréé par l'Administration des Postes et Télécommunications imprimant la marque d'affranchissement suivante (2) :

1 à 999  1 à 9999  5 à 9995

Nombre de chiffres du compteur totalisateur (2) :

7  8  9  10

Je m'engage à :  
• remettre le dernier jour du mois lors du dernier dépôt une fiche mensuelle (3) tenue au jour le jour, extraite d'un carnet fourni par la Société propriétaire de la machine, et à acquitter chaque mois et à la date fixée par l'Administration des Postes, le montant des affranchissements réalisés à la machine au cours de la période mensuelle précédente.

Ce paiement sera effectué (2) :  
 par prélèvement sur l'actif de mon compte courant postal (4) n° \_\_\_\_\_ tenu par le Centre de Chèques Postaux de \_\_\_\_\_  
 par prélèvement sur l'actif de mon compte bancaire (4) n° \_\_\_\_\_ tenu par \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

• approvisionner ce compte pour permettre l'exécution du prélèvement à la date fixée par l'Administration.

Réservé à la Direction départementale	
Numéro de client	_____
Catégorie socio-économique	_____

Réservé au bureau d'attache	
Type et numéro de machine	_____
Marque d'affranchissement	_____
Date d'installation	<u>11/11/80</u>

(1) raison sociale développée suivie entre parenthèses du sigle de la société le cas échéant.

(2) cocher la case appropriée.

(3) la fiche mensuelle doit être fournie même lorsque la machine n'a pas fonctionné au cours du mois.

(4) remplir également la demande MA1 ter et fournir selon le cas un relevé d'identité postal ou un relevé d'identité bancaire.



POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

SERVICE  
DES MACHINES  
A AFFRANCHIR

ATTESTATION

A ETABLIR PAR LES SERVICES PUBLICS DECLARANT NE PAS ETRE  
HABILITES A REGLER LEURS REDEVANCES PAR PRELEVEMENT D'OFFICE

Je soussigné ..... Jean Jacques ROBERT .....  
..... Maire de Meurcy 91540 .....  
signataire de l'engagement MAI ci-joint,

- certifie que l'organisme désigné au contrat est soumis aux règles du mandatement préalable pour l'exécution de ses dépenses ;
- m'engage à régler le montant des redevances dues (1) :

par mandat ou ordonnance de dépenses publiques :

Je certifie que l'organisme désigné au contrat :

- ne dispose pas d'une régie d'avance (2)
- dispose d'une régie d'avance ne permettant pas le règlement des redevances de machine à affranchir par prélèvement d'office ou par paiement direct au bureau d'attache (2).

Je déclare être informé que le règlement des redevances doit intervenir dans les 3 mois suivant la réception de la facture correspondante.

par paiement direct au bureau d'attache dans le délai réglementaire de 6 jours après réception de la facture correspondante (organisme disposant d'une régie d'avance permettant le règlement des redevances de machine à affranchir).

A MEURCY..., le 24 Mars 1988

(1) cocher la case appropriée.  
(2) rayer la mention inutile.

# ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL N° 233 DU 28 JANVIER 1980

(J.O. du 22 février 1980)

modifié par les arrêtés interministériels n° 801 du 7 mars 1984 (J.O. du 31 mars 1984) et n° 608 du 27 février 1986 (J.O. du 6 mars 1986)

relatif à la réglementation de l'utilisation des machines à affranchir les correspondances.

Le Ministre du Budget,  
Le Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications et à la Télédiffusion,

Sur le rapport du Directeur Général des Postes,  
Vu les articles L 25, R 6, R 8 et D 41 du Code des Postes et Télécommunications,

Arrêtent :

## I. - DÉFINITION

### ARTICLE 1

Sont désignés, sous le nom de machines à affranchir les appareils destinés à imprimer, soit sur les objets de correspondance eux-mêmes, soit sur des étiquettes gommées ou adhésives d'un modèle fixé par l'Administration des Postes et Télécommunications et destinées à être apposées sur les objets de correspondance :

- des marques d'affranchissement pouvant comporter plusieurs valeurs et d'un modèle fixé par l'Administration des Postes et Télécommunications,
- une empreinte mentionnant le nom du bureau d'origine et la date de dépôt des correspondances,
- éventuellement une publicité se rapportant à l'activité de l'utilisateur de la machine.

Ces appareils comportent un dispositif de comptage totalisant les valeurs des marques d'affranchissement.

## II. - AGRÉMENT DES MACHINES

### ARTICLE 2

Tout prototype de machine à affranchir doit être agréé par l'Administration des Postes et Télécommunications sur avis favorable du Conseil Technique, à l'examen duquel l'appareil est obligatoirement soumis.

La mise en service en France des machines à affranchir est subordonnée à cet agrément préalable.

### ARTICLE 3

Les machines, y compris les pièces détachées et de rechange, doivent être fabriquées en France ou importées d'autres Etats membres de la Communauté économique européenne sous réserve, le cas échéant, de dispositions résultant des conventions internationales.

### ARTICLE 4

Une même Société ne peut faire agréer de nouveaux types de machines que s'il en résulte un progrès certain au point de vue technique ou économique.

Le cas échéant, la durée d'existence simultanée des anciens et du nouveau type est fixée en accord avec cette Société, en tenant compte du temps nécessaire à la réalisation du nouveau matériel et à l'amortissement de l'ancien.

### ARTICLE 5

Chaque demande d'agrément doit être adressée à l'Administration des Postes et Télécommunications, accompagnée d'une description aussi complète que possible de la machine.

### ARTICLE 6

L'agrément de chaque prototype de machine est accordé à la Société exploitante à titre personnel et les droits et avantages y attachés ne peuvent être cédés sans l'accord de l'Administration des Postes et Télécommunications.

### ARTICLE 7

Un spécimen complet de chaque machine avec ses accessoires est déposé par la Société exploitante au C.N.E.T. Groupement Mécanisation Postale, 67, avenue Lénine, 94112 ARCUEIL.

Ce dépôt ne donne lieu à aucune indemnité.

## III. - AUTORISATION DE PLACER DES MACHINES CHEZ LES USAGERS

### ARTICLE 8

Les machines du type agréé peuvent, après autorisation de l'Administration des Postes et Télécommunications, être mises à la disposition des usagers.

Les demandes d'autorisation de placer des machines chez les usagers doivent être appuyées :

- d'un certificat d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers;
- de références sur les capacités et activités professionnelles du demandeur.

### ARTICLE 9

L'Administration des Postes et Télécommunications, après enquête, accorde éventuellement l'autorisation sollicitée. Cette autorisation fait l'objet d'une convention fixant les droits et obligations des deux parties contractantes.

### ARTICLE 10

Les machines sont mises à la disposition des usagers dûment autorisés par l'Administration des Postes et Télécommunications sous la forme d'un contrat de location, obligatoirement assorti de clauses par lesquelles la ou les Sociétés exploitantes s'engagent à assurer l'entretien des machines pendant toute la durée de la location.

Elles ne peuvent être vendues.

Seules les Sociétés autorisées peuvent louer des machines à affranchir.

### ARTICLE 11

L'Administration n'intervient pas dans la fixation des prix de location ni dans les conditions de location entretien qui sont débattues entre les Sociétés exploitantes et les usagers.

Les prix de location et les formules types de contrat doivent lui être notifiés à titre d'information.

### ARTICLE 12

Les Sociétés exploitantes sont tenues de satisfaire toutes les demandes de location de machines formulées par les usagers de la France métropolitaine et des D.O.M. autorisés par l'Administration des Postes et Télécommunications à utiliser ces appareils.

### ARTICLE 13

Aucune remise ou indemnité n'est allouée par l'Administration des Postes et Télécommunications aux Sociétés exploitantes.

### ARTICLE 14

Les machines à affranchir mises en service doivent, dans toutes leurs parties, être conformes aux modèles agréés par l'Administration des Postes et Télécommunications.

### ARTICLE 15

Chaque machine doit porter :

- la ou les lettres distinctives attribuées à chaque type de machine par l'Administration des Postes et Télécommunications;
- un numéro propre à chaque machine dont la série est continue.

Ces deux indications sont reproduites dans les clichés donnant les empreintes d'affranchissement.

### ARTICLE 16

L'Administration des Postes et Télécommunications se réserve de procéder en cours de fabrication des machines à toutes vérifications et à tous essais qu'elle jugera utiles, notamment en vue de s'assurer de la qualité des matériaux employés dans la construction des divers organes de la machine.

### ARTICLE 17

Avant d'être mises en service chez les usagers, les machines doivent être présentées par les Sociétés exploitantes aux agents du Groupement Mécanisation Postale du C.N.E.T. pour y être individuellement essayées, éprouvées et poinçonnées. Ce contrôle est signalé par l'apposition d'un poinçon dateur (mois, année et numéro du poinçonneur) sur chaque machine conférant autorisation de mise en service dans un délai de trois ans.

## IV. - OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX SOCIÉTÉS EXPLOITANTES AUTORISÉES A PLACER DES MACHINES CHEZ LES USAGERS

### ARTICLE 18

Les Sociétés exploitantes doivent maintenir les machines en bon état de fonctionnement.

Elles doivent réparer ou remplacer toute machine dont le fonctionnement leur est signalé comme défectueux.

Si l'intervention nécessite le déplombage ou le remplacement de la machine, la présence d'un représentant de l'Administration devra être requise dans les conditions fixées par cette dernière.

### ARTICLE 19

Les Sociétés exploitantes doivent, sans pouvoir prétendre à une indemnité de la part de l'Administration, procéder sans délai à l'enlèvement de toute machine louée, lorsque l'Administration des Postes et Télécommunications leur notifie la révocation de l'autorisation accordée à un usager.

Les Sociétés exploitantes sont pécuniairement responsables vis-à-vis de l'Administration des Postes et Télécommunications du montant des fraudes provenant d'une imperfection technique et du montant des affranchissements obtenus par les usagers à l'aide de machines à affranchir maintenues à leur disposition dans des conditions irrégulières, sauf en cas d'impossibilité de retrait constaté conjointement par le représentant de la Société et celui de l'Administration.

Les Sociétés exploitantes sont déclarées responsables s'il y a eu négligence de leur part pour effectuer le retrait de la machine ou pour informer l'Administration de l'impossibilité de ce retrait.

Les Sociétés exploitantes sont également déclarées responsables dans le cas où, dès qu'elles en ont eu connaissance, elles n'auraient pas informé l'Administration :

- de tout dérangement des appareils ayant provoqué des erreurs d'enregistrement au préjudice soit de l'utilisateur, soit de l'Administration,
- de toute constatation faite sur les appareils laissant supposer qu'il y a eu fraude ou tentative de fraude de la part de l'utilisateur.

### ARTICLE 20

Sauf autorisation de l'Administration des Postes et Télécommunications il est interdit aux Sociétés exploitantes :

- de livrer à l'usager des machines ou des pièces détachées à l'exception d'éléments dits consommables,
- de tolérer que soient effectuées chez l'usager des réparations ayant une répercussion sur le mécanisme de compteurs ou sur celui d'apposition des empreintes,
- de modifier d'une façon quelconque une des parties du mécanisme des machines en service.

### ARTICLE 21

L'Administration des Postes et Télécommunications est garantie sans aucune réserve contre toutes revendications, saisies, poursuites ou autres actions judiciaires ou extra-judiciaires qui pourraient être intentées par des tiers pour quelque motif que ce soit, par exemple pour contrefaçon des systèmes d'organes ou de pièces brevetées; l'Administration des Postes et Télécommunications n'intervient en aucune manière dans les différends soulevés qui sont réglés directement entre les intéressés.

### ARTICLE 22

Les Sociétés exploitantes sont tenues de transmettre à l'Administration la liste, par type et par numéro, des machines réformées dont le matériel gravé est remis pour destruction aux agents du Groupement Mécanisation Postale du C.N.E.T.

Toutefois, le timbre «bureau d'attache» lorsqu'il peut être séparé de la vignette, peut ne pas être détruit.

### ARTICLE 23

Les autorisations accordées aux Sociétés exploitantes sont révocables de plein droit et sans indemnité :

- dans le cas où l'Administration des Postes et Télécommunications déciderait d'assurer en régie directe le service des machines à affranchir,
- dans le cas où des modifications à apporter à la législation postale obligeraient l'Administration des Postes et Télécommunications à supprimer l'usage des machines à affranchir,
- dans le cas de manquement grave à l'une des obligations énumérées aux articles 2 à 22 du présent arrêté.

## V. - OBLIGATIONS DES USAGERS

### ARTICLE 24

Les usagers souscrivent un engagement pour être autorisés à utiliser une machine à affranchir. Ils doivent :

- présenter toutes garanties d'honorabilité et de solvabilité,
- établir une demande séparée par appareil,
- prendre l'engagement d'autoriser le prélèvement des redevances sur compte courant postal ou bancaire et d'approvisionner ce compte afin de permettre l'exécution du prélèvement à la date fixée par l'Administration,
- prendre l'engagement de n'utiliser la machine que pour l'affranchissement de leur propre courrier, sauf cas expressément prévus par l'Administration, de ne pas mettre la ou les machines louées à la disposition de tiers, de se conformer strictement à la réglementation postale en vigueur et de ne pas déplacer la machine hors de l'adresse où son installation a été demandée.

### ARTICLE 25

Le montant des affranchissements délivrés par chaque machine et des frais de prélèvement est recouvré une fois par mois, à terme échu, à la date fixée par l'Administration.

Un dépôt de garantie peut être exigé dans les cas où la situation de l'usager risquerait de compromettre le paiement des redevances.

En l'absence de règlement des redevances à la date fixée, la machine peut être mise sous scellés au domicile de l'usager par un agent de l'Administration. La remise en service de la machine ne peut intervenir qu'en présence d'un agent de l'Administration lorsque l'usager s'est acquitté de l'intégralité des sommes dues.

### ARTICLE 26

La mise en service d'une machine au domicile d'un usager est faite en présence de celui-ci et d'un représentant de l'Administration des Postes et Télécommunications qui appose des plombs sur la machine et s'assure de la mise à zéro du compteur de la machine.

## ARTICLE 27

Les machines peuvent être employées pour l'affranchissement de toutes les catégories d'objets de correspondance ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée, du régime intérieur et du régime international ainsi que pour la représentation des surtaxes afférentes aux envois urgents et à distribuer par porteur spécial ou par exprès ou aux correspondances avion.

Les affranchissements formés d'empreintes de machine complétées par des timbres-poste sont admis, mais les objets ainsi affranchis doivent être compris dans une classe signalée au bureau de dépôt en vue de l'oblitération des figurines.

## ARTICLE 28

Les empreintes valant affranchissement doivent être conformes au modèle fixé par l'Administration des Postes et Télécommunications. Elles doivent être nettes, complètes, distinctes les unes des autres et apposées en haut et à droite du recto sur l'enveloppe, la carte, la bande ou l'étiquette portant l'adresse du destinataire.

Il est interdit de coller sur les objets de correspondance des empreintes d'affranchissement frappées sur des feuilles détachées à l'exception des étiquettes gommées ou adhésives prévues à l'article premier.

Les usagers ne doivent utiliser que des encres indélébiles fournies par les Sociétés exploitantes, de composition et de teintes agréées par l'Administration des Postes et Télécommunications.

## ARTICLE 29

L'empreinte du bureau d'origine imprimée en même temps que l'empreinte d'affranchissement doit indiquer très lisiblement la date exacte du dépôt des objets.

## ARTICLE 30

Les étiquettes gommées ou adhésives visées à l'article premier sont réservées à l'affranchissement des envois qui, en raison de leur aspect physique, ne peuvent être affranchis directement.

Ces étiquettes sont fournies par les Sociétés exploitantes et doivent être conformes au modèle fixé par l'Administration des Postes et Télécommunications.

## ARTICLE 31

Les envois postaux revêtus d'empreintes de machine à affranchir sont soumis aux mêmes règles de tarifs, de poids, de dimensions ou de conditionnement que ceux affranchis au moyen de timbres-poste.

## ARTICLE 32

Les objets de correspondance affranchis à la machine sont déposés exclusivement dans l'établissement postal (bureau de poste ou centre de tri) désigné par l'Administration, au guichet ou dans le local indiqué au titulaire par le chef d'établissement.

Le dépôt des objets doit avoir lieu avant l'heure limite fixée par l'Administration en fonction de l'heure d'expédition du courrier.

Toutefois, les usagers peuvent être autorisés exceptionnellement et de manière non permanente par le chef d'établissement à effectuer au-delà de cette heure limite un dernier dépôt journalier composé du reliquat du courrier de la journée, étant entendu que ce courrier ne sera pas expédié le jour même.

Si ce dépôt a lieu après l'heure de fermeture du bureau, les plis doivent être insérés dans une enveloppe spéciale fournie par l'usager et conforme au modèle agréé par l'Administration.

## ARTICLE 33

Les correspondances revêtues d'empreintes d'affranchissement sont classées et déposées en lots individualisés suivant les indications fournies par le Directeur des Postes du département.

Les utilisateurs qui déposent moins de 50 lettres par jour, sont dispensés de ce tri.

Les envois des catégories « plis non urgents » ou « paquets poste » déposés en nombre doivent, pour bénéficier des tarifs spéciaux prévus en leur faveur, être triés et enlissés ou ensachés conformément aux dispositions fixées pour l'application de ces tarifs spéciaux.

Les objets recommandés et chargés sont déposés dans les conditions habituelles aux guichets spéciaux des « chargements ».

## ARTICLE 34

Tout envoi postal portant une empreinte de machine à affranchir déposé dans d'autres conditions que celles prescrites ci-dessus est considéré comme non affranchi.

Cet envoi est rendu si possible à l'expéditeur. Si cette restitution ne peut avoir lieu, l'envoi est considéré comme revêtu d'une empreinte d'affranchissement paraissant avoir déjà servi et acheminé comme tel sur sa destination.

## ARTICLE 35

« Les usagers sont tenus de fournir pour chaque machine louée, même si celle-ci n'a pas fonctionné, le dernier jour de chaque mois (éventuellement le premier jour ouvrable qui suit si le dernier jour du mois est un samedi, un dimanche ou un jour férié) ou la veille de la fermeture annuelle une fiche indiquant :

- le numéro de la machine,
- leur nom et leur adresse,
- la période de dépôt,
- une empreinte à zéro recueillie dans l'angle supérieur droit du recto,
- le relevé de l'index du compteur le dernier jour du mois précédent,

— le relevé de l'index du compteur qui doit figurer dans le cadre situé en regard de la date du dernier jour du mois en cours et pour chaque jour d'utilisation :

- l'index du compteur en fin de journée,
- et par différence avec l'index de la veille, la consommation journalière.

Cette fiche détachée d'un carnet spécial, fourni par les sociétés exploitantes aux usagers, et conforme au modèle agréé par l'Administration des Postes et Télécommunications est remise lors du dernier dépôt du jour indiqué ci-dessus au bureau de dépôt du courrier.

## ARTICLE 36

L'Administration des Postes et Télécommunications n'encourt aucune responsabilité par le fait, soit du non ou du mauvais fonctionnement des machines à affranchir et de leurs accessoires, soit de la mise en rebut ou du retard des correspondances qui résulteraient de l'emploi irrégulier de ces machines.

## ARTICLE 37

L'Administration peut tenir compte aux usagers des affranchissements faits par erreur sous réserve que les empreintes à rembourser aient été visées par le bureau de dépôt dans un délai de deux jours y compris le jour de l'affranchissement indiqué sur l'empreinte, les dimanches et jours fériés n'entrant pas en ligne de compte. Les envois qui ne comportent pas de date lisible sont exclus du remboursement.

La demande de dégrèvement adressée au bureau d'attache, au moins 48 heures avant l'échéance et au plus tard dans les six mois à partir de la date d'apposition des empreintes, donne le détail, par catégorie, des empreintes non utilisées et dont le remboursement est demandé : les enveloppes, cartes, etc., indument estampillées doivent y être annexées dans leur intégralité.

## ARTICLE 38

Les usagers sont responsables de l'utilisation des machines et de leurs accessoires sur lesquels ils ne peuvent effectuer des réparations ou des modifications.

Ils ne peuvent déplomber les machines et doivent signaler immédiatement au bureau d'attache les machines déplombées accidentellement. Ils ne peuvent tolérer que soient effectuées des réparations nécessitant le déplombage des machines en dehors de la présence d'un agent de l'Administration.

Toute machine dont le fonctionnement est devenu défectueux doit être immédiatement signalée à la Société exploitante et, le cas échéant, au bureau d'attache en vue de sa réparation ou de son remplacement.

## ARTICLE 39

Toutes facilités doivent être données aux agents de l'Administration des Postes et Télécommunications pour inspecter les machines et relever les chiffres des compteurs sans avis préalable les jours ouvrables de 9 heures à midi et de 14 heures à 18 heures.

A cette occasion, l'agent habilité du bureau d'attache a la faculté de procéder au descellement et au rescellement des machines. Ces interventions qui ne doivent comporter aucune action sur les mécanismes ou organes des appareils peuvent être opérées en l'absence d'un représentant de la Société exploitante, la présence de l'utilisateur étant toujours requise.

## ARTICLE 40

Les autorisations accordées aux usagers sont révoquées de plein droit et sans indemnité de la part de l'Administration :

- a) dans le cas de manquement grave à l'une des obligations énumérées aux articles 24 à 39 du présent arrêté,
- b) dans le cas de non-utilisation des machines à affranchir pendant plus de six mois consécutifs,
- c) dans le cas où il serait fait un emploi frauduleux des machines à affranchir ou procédé à l'utilisation frauduleuse des empreintes sans préjudice de l'action judiciaire que pourrait intenter l'Administration des Postes et Télécommunications, par application des articles L 25 et R 8 du Code des Postes et Télécommunications.

## VI. - RÉDUCTION DE TAXE ACCORDÉE AUX USAGERS

## ARTICLE 41

Une réduction de taxe de 1% est accordée aux usagers sur le montant des affranchissements effectués au moyen de machines à affranchir.

Toutefois, cette réduction n'est pas consentie lorsque la consommation mensuelle est inférieure à l'équivalent de l'affranchissement de 400 lettres ordinaires du premier échelon de poids.

## VII. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE 42

Les dispositions des articles 21, 23, 36, 40 sont expressément reprises dans les contrats visés aux articles 9 et 10 du présent arrêté ainsi que dans l'engagement souscrit par l'usager et visé à l'article 24.

## ARTICLE 43

Est abrogé l'arrêté du 27 juillet 1964 modifié par l'arrêté du 19 juillet 1966.

## ARTICLE 44

Le Directeur Général des Postes et le Directeur Général des Télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Française et prendra effet à compter du 15 avril 1980.

## DÉCRET N° 83-1000 DU 14 NOVEMBRE 1983

(J.O. du 22 Novembre 1983)

portant création de taxes relatives au fonctionnement du service des machines à affranchir.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche, chargé des PTT, et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, chargé du Budget,

Vu le Code des Postes et Télécommunications, et notamment son article R.56;

Décète :

## ARTICLE 1

Lorsque, à la date prévue au contrat, le titulaire d'une machine à affranchir n'a pas remis au bureau de poste d'attache la fiche mensuelle de dépôt, une taxe correspondant aux frais de collecte est perçue par la poste. Cette taxe est fixée à 110 F.

## ARTICLE 2

Lorsque le paiement du montant de la redevance d'affranchissement ne peut être obtenu, une taxe correspondant aux frais de mise sous scellés de la machine et, le cas échéant, de levée des scellés après acquittement des sommes dues, est perçue par la poste. Cette taxe est fixée à 220 F.

## ARTICLE 3

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, le ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche, chargé des PTT, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, chargé du Budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République Française.

Je m'engage en outre à :

- remettre au bureau de poste de \_\_\_\_\_  
(bureau d'attache)

dûment classés suivant les indications qui me seront données par le Chef de Service Départemental des Postes et avant l'heure limite qu'il m'aura fixée les envois revêtus des marques d'affranchissement et des empreintes mentionnant le nom du bureau d'origine et la date exacte du dépôt, l'Administration n'encourant aucune responsabilité du fait de cette dernière indication,

- n'utiliser la machine que pour l'affranchissement de mon propre courrier, à ne pas mettre la machine louée à la disposition de tiers, à ne pas la déplacer hors de l'adresse où son installation a été demandée,
- ne pas apposer d'empreintes de valeur nulle sur les envois confiés à la Poste (sauf dans le cas de rectification de la date de dépôt), ni d'empreintes même de valeur nulle sur ceux qui pourraient être distribués en dehors du service postal,
- déposer les pièces justificatives nécessaires à la constitution de mon dossier postal de société dans un délai de trois mois,
- ne pas briser les plombs et à ne pas effectuer ou tolérer que soient effectuées autrement que par un représentant de la société propriétaire de la machine, des modifications ou des réparations de la machine, et ce en présence d'un agent du service postal si la réparation nécessite le déplombage de la machine,
- donner toutes facilités aux agents de l'Administration des Postes et Télécommunications pour inspecter les machines et pour relever les chiffres des compteurs, sans avis préalable, les jours ouvrables, de 9 heures à midi et de 14 heures à 18 heures.

Je soussigné :

- reconnais avoir pris connaissance des dispositions de l'arrêté interministériel n° 233 du 28 janvier 1980 et du décret n° 83-1000 du 14 novembre 1983, reproduites pages 3 et 4 du présent engagement, que je déclare bien connaître et auxquelles je souscris, et en particulier des articles 36 et 40 de l'arrêté susvisé, qui stipulent :

ARTICLE 36 :

L'Administration des Postes et Télécommunications n'encourt aucune responsabilité par le fait, soit du non ou du mauvais fonctionnement des machines à affranchir et de leurs accessoires, soit de la mise en rebut ou du retard des correspondances qui résulteraient de l'emploi irrégulier de ces machines.

ARTICLE 40 :

Les autorisations accordées aux usagers sont révocables de plein droit et sans indemnité de la part de l'Administration :

- a) dans le cas de manquement grave à l'une des obligations énumérées aux articles 24 à 39 du présent arrêté,
- b) dans le cas de non-utilisation de la machine pendant plus de six mois consécutifs,
- c) dans le cas où il serait fait un emploi frauduleux des machines à affranchir ou procédé à l'utilisation frauduleuse des empreintes sans préjudice de l'action judiciaire que pourrait intenter l'Administration des Postes et Télécommunications, par application des articles L 25 et R 8 du Code des Postes et Télécommunications.

- reconnais être en possession et avoir pris connaissance de la notice de l'Administration (remise par le représentant de la Société qui me loue la machine).

- reconnais avoir été informé par le représentant de la société qui me loue la machine que :

— l'Administration des Postes et Télécommunications n'intervient pas dans la fixation des prix de location, ni dans les conditions de location-entretien.

— l'autorisation d'utilisation est révocable par l'Administration des Postes et Télécommunications, sans préjudice des dispositions contenues dans le contrat que j'ai signé avec cette société, dans les cas prévus ci-dessus (article 40 de l'arrêté) ou dans le cas de rejet par l'établissement bancaire ou postal ou de dénonciation par moi-même en cours de contrat du prélèvement.

— la réduction de taxe de 1% accordée aux utilisateurs de machines à affranchir n'est pas consentie lorsque la consommation mensuelle est inférieure à l'affranchissement de 400 lettres du premier échelon de poids.

Fait à MEUVREY, le 24 Mars 1988

(Signature précédée de la mention «Lu et approuvé»)

*Lu et approuvé*

*[Signature]*



C. M. L. C.

INSTALLATION ET EXPLOITATION DE DEUX APPAREILS TELEPHONIQUES

Contrat Location Entretien

CONSIDERANT l'action menée dans le cadre des relations européennes de la Commune de MENNECY, les jumelages avec les Villes de RENNINGEN (R.F.A.) et COUNTESTHORPE (G.B.), les amitiés, les relations associatives et scolaires de la Commission Culturelle et tout particulièrement l'Association MENNECY-JUMELAGE, propose à l'Assemblée délibérante, la mission service des deux cabines téléphoniques Allemande et Anglaise, sises devant la Poste de MENNECY, Place de l'Europe et pour ce faire, établir une convention entre la Ville et la Direction Opérationnelle des P.T.T. à EVRY, pour l'installation et l'exploitation de ces deux appareils téléphoniques en régime "Location -Entretien".

SUR proposition de la Commission des Affaires Culturelles,

APRES DELIBERATION,

APPROUVE la mise en service des deux appareils téléphoniques des cabines Anglaise et Allemande, sises Place de l'Europe à MENNECY.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat "Location-Entretien" à intervenir entre la Commune de MENNECY et la Direction Opérationnelle des P.T.T. à EVRY.  
Ce contrat location prendra effet à la date de la présente délibération.

DECIDE la création d'une régie de recettes pour procéder à la collecte de l'intégralité du produit.

DIT que la dépense sera inscrite au BUDGET PRIMITIF 1988 - CHAPITRE 945-28-630 et le produit des recettes au CHAPITRE 945-28-700.

ADOPTE A L'UNANIMITE.



Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



- TYPE DE CONVENTION "LOCATION-ENTRETIEN-

Pour l'installation et l'exploitation d'un appareil téléphonique à prépaiement sous le régime de location-entretien entre les soussignés ;

Monsieur le Directeur des Télécommunications de **EVRY**  
Agissant au nom et pour le compte de l'Administration des Postes et  
Télécommunications

d'une part,

Monsieur, *Jean-Jacques ROBERT Maire de MENNECY* , agissant en cette qualité

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET STIPULE CE QUI SUIT :

ARTICLE I :

L'Administration des Postes et Télécommunications fournit et installe un ou plusieurs appareils téléphoniques à encaissement automatique contre paiement des taxes de redevances prévues par décret, aux conditions qui suivent, dans les locaux indiqués ci-dessous :

Cabines anglaise et allemande face au bureau PTT

ARTICLE II :

L'Administration des Postes et Télécommunications :

- fournit et installe l'appareil téléphonique à encaissement automatique et d'une manière générale, tous organes nécessaires à l'exploitation de cet appareil.
- assure le raccordement de l'appareil au réseau téléphonique.
- assure l'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement de la ligne et de l'appareil téléphonique.
- se réserve le droit de supprimer à toute époque, les appareils en cas de non paiement des taxes et redevances. Il en sera de même s'il apparaît que l'appareil est utilisé de manière frauduleuse ou s'il fait l'objet de déprédation fréquente.

.../...  
*[Signature]*

...2...

- ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation frauduleuse de l'appareil.
- se réserve le droit de résilier la présente convention en cas de déqualification du matériel installé et si le cocontractant refuse le changement d'appareil.

**ARTICLE III :**

Le cosignataire :

- fournit si besoin est, une prise de terre à l'endroit prévu pour l'appareil .
- met gratuitement à la disposition de l'Administration, les emplacements nécessaires à l'installation de l'appareil.
- fournit, si besoin est, l'habitable sur lequel est posé l'appareil.
- donne l'autorisation à l'Administration des Postes et Télécommunications, d'utiliser le câble téléphonique privé alimentant les locaux où sera installé l'appareil.
- prend à sa charge le nettoyage, le raccordement électrique et la fourniture d'éclairage de l'habitable.
- se réserve le droit de demander à l'Administration des Postes et Télécommunications la suppression ou le déplacement de l'appareil, les frais correspondant restant à sa charge.
- procède à la collecte des recettes et conserve l'intégralité du produit.
- conserve l'intégralité de l'argent trouvé dans l'appareil et rembourse avec cet argent, les usagers en cas de perte de pièces. Un carnet, propriété de l'Administration, mentionne le montant de ces récupérations. Il est signé par les deux parties à l'occasion de chaque remise d'argent par un agent de l'Administration, lors de la maintenance par exemple.
- détient en lieu sûr et sous sa responsabilité, la clé de caisse remise par l'Administration.
- signale les dérangements au 13.
- prend à sa charge tous les frais de remise en état de l'appareil qui pourrait résulter des vols ou déprédations.
- prend toutes les mesures utiles pour éviter une utilisation frauduleuse de l'appareil.

**ARTICLE IV :**

Les éventuels changements de tarification, les modifications de la valeur d'encaissement seront effectués :

- soit d'office par l'Administration lorsqu'elle le jugera nécessaire.
- soit sur demande du cosignataire, dans le respect des textes en vigueur.

.../... 

ARTICLE V :

Le prix maximal pouvant être perçu par l'abonné est fixé par arrêté interministériel publié au BOSP, et dont le barème devra être affiché auprès de l'appareil.

ARTICLE VI :

Les demandes de résiliation ou de changement de titulaire doivent être adressées 15 jours avant la date prévue à l'Agence Commerciale des Télécommunications. La clef de caisse doit lui être remise à la fin de l'abonnement.

L'abonnement de ligne devra être souscrit pour une durée minimum d'un an et la location du matériel pour une durée minimum de six mois.

Fait à ..... MENNECY .....  
en double exemplaire,

"Vu et approuvé"  
Le .....

"Lu et approuvé"  
Le 3 Février 1988 .....



Le Directeur des Télécommunications  
de .....

CONSTRUCTION DE LA SALLE DES FETES  
PARC DE VILLEROY.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 22 octobre 1987 autorisant le Maire à signer l'ordre de service pour la construction d'une salle polyvalente à Meñnecy de 850 places.

Vu le programme descriptif mit à jour le 25 novembre 1987 évaluant les travaux à 7 855 875 francs H.T.

Vu l'arrêté attributif de la Région Ile de France en date du 23 septembre d'une subvention d'un montant de 1 382 500 francs.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,


ACCEPTÉ le programme de la salle polyvalente dont le plan de financement est ainsi arrêté :

Coût des travaux	7 855 875 francs
Subvention de Région	1 382 500 francs
Emprunt	5 200 000 francs
Autofinancement	1 273 375 francs

AUTORISE Monsieur le Maire à contracter les emprunts nécessaires à la réalisation de ce programme

DIT que les crédits sont inscrits au Budget 1988

ADOpte A L'UNANIMITE

  
Jean-Jacques ROBERT  
Maire.



ETUDES SURVEILLEES  
ECOLE PRIMAIRE DES MYRTILLES

LE CONSEIL,

VU sa délibération en date du 22 Octobre 1987 autorisant la mise en place d'études surveillées à la Verville,

CONSIDERANT le souhait de la Directrice de l'Ecole Primaire des Myrtilles de créer des études surveillées dans son Etablissement,

VU l'avis favorable de la Commission des Affaires Scolaires,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE à compter du 11 Avril 1988, la mise en place d'études surveillées à l'Ecole Primaire des Myrtilles.

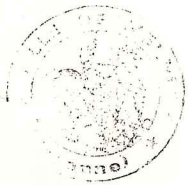
AUTORISE l'encaissement des participations par le Régisseur désigné par arrêté de Monsieur le Maire lors de la création des études surveillées à la Verville.


FIXE les tarifs ainsi qu'il suit :

84 Francs par mois et par enfant.

DIT que la recette globale (CHAPITRE 943.1 - 7009), perçue mensuellement, sera intégralement reversée aux enseignants (CHAPITRE 943-1 - 6151) assurant les études et divisée par le nombre d'études.

ADOPTE A L'UNANIMITE.



  
Jean-Jacques ROBERT  
Maire.

- 34 -

INTERVENTIONS

Jacques BROZ souhaite que la mise en place des pointeuses dans les Services Municipaux, décidée par la Commission du Personnel, fasse l'objet d'un débat au Conseil Municipal.

André LEON marque sa désapprobation.

Jean-Jacques ROBERT propose à l'Assemblée de voter pour ou contre les pointeuses.

ADOPTE A LA MAJORITE  
1 VOIX CONTRE  
5 ABSTENTIONS.

NOTA : Conformément au statut de la Fonction Publique Territoriale, toutes les questions relatives au Personnel Communal sont du domaine réglementaire du Maire - Autorité Territoriale - qui peut déléguer à une Commission du Personnel.

C'est le cas à MENNECY.

Josy DI FUSCO précise que malgré les avis très partagés sur les horaires variables qui ont nécessité par conséquent la mise en place de pointeuses, l'ensemble du personnel est satisfait de ce système, qui permet, en 1988, de gérer son temps de travail...

Georges DALLEMAGNE constate que les groupes d'opposition du Conseil Municipal sont contre la réalisation de la Salle des Fêtes, contre l'installation de Mr. Bachimont, par conséquent contre l'implantation d'entreprises nouvelles à MENNECY.

Daniel DICK s'en étonne également.

Françoise POITVIN intervient pour récuser les dires de Georges DALLEMAGNE et demande à Jean-Jacques ROBERT un droit de réponse.

... / ...

L'Ordre du jour étant épuisé,  
la séance est levée à une heure.

*[Handwritten signatures and initials in blue and red ink, including names like F. J. J. J., F. J. J. J., and others.]*